



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 45 du 15 décembre 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 décembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	814
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	814
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	814
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n°2008- 452 en date du 28 novembre 2008 modifiant l'arrêté S.G.A.R. n° 50 du 27 janvier 2006 portant renouvellement de la liste des hydrogéologues agréés au titre de l'hygiène publique et désignation des coordonnateurs départementaux	814
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2008-458 en date du 1 ^{er} décembre 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine.....	815
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	816
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	816
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement	816
Extrait de l'arrêté du 02 décembre 2008 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) de mouvements de terrain sur le territoire de VITTONVILLE	816
Extrait de l'arrêté préfectoral n°54-2008-00129 du 1 ^{er} décembre 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Badonviller	816
Extrait de l'arrêté préfectoral n°54-2008-00124 du 19 novembre 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Neufmaisons	817
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2008 abrogeant des arrêtés prescrivant des plans de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPRI) sur les communes de Charency-Vezin, Cons la Grandville, Epiez-sur-chiers, Grand Faily, Longlaville, Longuyon, Montigny-sur-Chiers, Petit-Failly, Piennes, Saint-Jean-lès-Longuyon, Villette, Viviers-sur-Chiers et Xivry-Circourt.....	817
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2008 prescrivant un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin de la Chiers sur le territoire des communes de Charency-Vezin, Cons-la-Grandville, Cutry, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Mont-Saint-Martin, Rehon	817
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	818
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	818
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 autorisant l'extension du cimetière de la commune de Valleroy sur la parcelle cadastrée n° 47 section ZD	818
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	818
Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la commune de Malzéville	818
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	818
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire d'Arracourt	818
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant dissolution du syndicat intercommunal de transport d'élèves de Baccarat.....	819
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	820
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	820
Arrêté A.R.H. de Lorraine n°269/08 du 8 décembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle.....	820
Extrait de la délibération n°68/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008	821
Extrait de la délibération n°84/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 novembre 2008	821
Extrait de la délibération n°85/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 novembre 2008	821
Extrait de la délibération n°86/08 du 18 novembre 2008 relative à l'adhésion du Centre Alexis Vautrin au G.I.E. Consortium d'achats des Centres de Lutte contre le Cancer	821
Extrait de la délibération n°87/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 novembre 2008 relative à la fermeture des lits de chirurgie en hospitalisation complète du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON	822
Service Actions et Etablissements de santé.....	822
Extrait de l'arrêté n° 20 du 9 décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX	822
Extrait de l'arrêté n° 21 du 11 Décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX.....	822
Extrait de l'arrêté n° 11 du 9 Décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).....	823
Extrait de l'arrêté n° 12 du 12 Décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE	824
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST.....	824
Extrait de l'arrêté préfectoral n°2008-DIR-Est -M-54-085 du 08 décembre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de pose d'une potence sur A 33.	824
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE.....	825
Extrait de l'arrêté 54/2008/233 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Michèle BENOIT, " La troupe de tous les plaisirs "	825
Extrait de l'arrêté 54/2008/252 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Nordine BERARMA, sarl " BABOEUP PRODUCTIONS "	826
Extrait de l'arrêté 54/2008/234 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M Xavier BLANC, " Espace Chaudeau "	826
Extrait de l'arrêté 54/2008/253 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Mme Danielle BRETON, " Compagnie des Marchands de rêves "	826
Extrait de l'arrêté 54/2008/235 du 1 ^{er} octobre portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à M. Xavier CAILLE, " Théâtre Burle "	827
Extrait de l'arrêté 54/2008/236 du 1 ^{er} octobre accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Isabelle CHAIGNE, " L'autre canal "	827
Extrait de l'arrêté 54/2008/237 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur spectacles à M. Denis CUSSENOT, Association " Les yeux de l'ouïe "	827
Extrait de l'arrêté 54/2008/238 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Jean-Pierre DOUCHE, " M.A.I Productions "	827
Extrait de l'arrêté 54/2008/240 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles de 2 ^{ème} catégorie à M. FLURY Thomas, " Théâtre en kit "	828
Extrait de l'arrêté 54/2008/239 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles de 3 ^{ème} catégorie à M. Thomas FLURY, " Théâtre en kit "	828
Extrait de l'arrêté 54/2008/241 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Mme Marion GARNIER, " MJC du Haut du Lièvre "	828
Extrait de l'arrêté 54/2008/242 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à M. Charlie HOULMONT, Compagnie " HIC ET NUNC "	828
Extrait de l'arrêté 54/2008/243 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Mme Marie-Christine KACIJAN, " Arias " MJC des trois Maisons	829
Extrait de l'arrêté 54/2008/244 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Martine LAURENT, " Artistes actuels "	829
Extrait de l'arrêté 54/2008/245 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Patricia LIPKINS, " TOUKOULEUR DO BRASIL "	829
Extrait de l'arrêté 54/2008/246 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Thomas PROTTO, Association " Propergol "	830
Extrait de l'arrêté 54/2008/247 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Jean-Charles RAMELLI, " Pro Lyrica "	830
Extrait de l'arrêté 54/2008/248 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Dominique REPECAUD, " Centre culturel André Malraux "	830
Extrait de l'arrêté 54/2008/249 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Fabienne STEIN, Sarl " FS PROD "	830
Extrait de l'arrêté 54/2008/250 du 1 ^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Frédéric TOVANY	831

Extrait de l'arrêté 54/2008/251 du 1 ^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à M. Sylvain VAILLARD, " Compagnie trois-six-trente "	831
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	831
Service aménagement risques et urbanisme	831
Extrait de l'arrêté N° 08 DE 009 PU du 8 décembre 2008 approuvant la carte communale de SANZEY en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	831
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	832
Service solidarité autonomie	832
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1372 du 28 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et le tarif journalier " soins " de l'activité " établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes " (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à NANCY	832
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1418 du 2 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de BAYON	832
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1416 du 2 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE	832
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1417 du 2 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de HAROUÉ	833
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1441 du 9 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de VEZELISE	834
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1437 du 10 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de moyen séjour de FAULX	834
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1438 du 10 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de BRIEY	835
Arrêté du 3 décembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales	835
Service Pôle Santé- Cellule Actions de Santé	836
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/1237 du 13 novembre 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 66 rue Stanislas à Nancy géré par l'Association AIDES	836
Extrait de l'arrêté DDASS /Pôle Santé/ N° 1227 du 14 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de Cure Ambulatoire en Alcoolologie (CCAA) 4, rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN géré par l'association hospitalière du bassin de Longwy	836
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N° 1228 du 14 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de Cure Ambulatoire en Alcoolologie (CCAA) 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. n° 34 – 54035 NANCY-CEDEX géré par le CHU de NANCY	837
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N° 1229 du 14 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) – Unité fonctionnelle d'accueil et de traitement des toxicomanes (UFATT) – 22, bis rue de Malzéville – 54000 NANCY géré par le CHU de NANCY	837
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/1236 du 13 novembre 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues L'Echange - situé 7 rue Lionnois à Nancy géré par l'Association AGU	838
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N° 1380 du 26 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) 53, rue Carnot – 54190 VILLERUPT géré par l'association TANDEM	838
Service Actions et établissements de santé	839
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1425-08 du 10 décembre 2008 portant agrément n° 174 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AMBULANCES DES SALINES 16 chemin de la Basse Taye 54110 ROSIERES AUX SALINES	839
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	839
Extrait de la décision du 10 décembre 2008 prononçant une sanction pécuniaire consécutive au refus de cesser l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE EULMONT et VANDELEVILLE	839
Service de l' Economie Agricole et de l' Aménagement Foncier	840
Extrait de l'arrêté 2008/407 du 28 novembre 2008 définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle	840
Service Environnement, eau	841
Extrait de l'arrêté DDAF-PECHE 2008/017 réglementaire permanent du 4 décembre 2008 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle	841
Arrêté DDAF-PECHE 2008/016 du 10 décembre 2008 définissant l'avis annuel fixant les périodes d'ouvertures de la pêche en eau douce en 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle	843
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	843
Extrait d'une décision 17 Novembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	843
Extrait d'une décision 17 Novembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	844
Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	844
Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant renouvellement d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	844
Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	844
Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	844
Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	845
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	845
Extrait de l'arrêté préfectoral 08.DDSV.133 du 1 ^{er} décembre 2008 relatif à la mise en place de mesures de surveillance sérologique renforcée dans les cheptels bovins vis à vis de la fièvre catarrhale ovine	845
Extrait de l'arrêté n°08.DDSV.135 du 8 décembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Charles GOUZIN	846
Extrait de l'arrêté n°08.DDSV.136 du 8 décembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Julian LHUILLIER	846
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	847
Extrait de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 concernant l'agrément des associations sportives de Meurthe et Moselle	847
Extrait de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2008 accordant l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 25 novembre 2008	848
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX	848
Extrait de l'arrêté de conservation cadastrale du 5 décembre 2008	848
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	849
Délégation de signature du 5 décembre 2008	849
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	851
Extrait de la décision 24 novembre 2008 fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé	851
AUTRES SERVICES	851
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE	851
Arrêté du 9 décembre 2008 portant délégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes et pour l'engagement et la liquidation des dépenses	851
Arrêté du 9 décembre 2008 portant délégation de signature à Mme Geneviève LEFEBVRE pour les pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement	852
Arrêté du 9 décembre 2008 portant délégation de signature à Mme Geneviève LEFEBVRE en matière de gestion du personnel	852

AVIS ET COMMUNICATIONS	853
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	853
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	853
Service aménagement, risques et urbanisme	853
Avis de parution de arrêté préfectoral n° 23005 en date du 3 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VRONCOURT	853
AUTRES SERVICES	854
UNIVERSITE HENRI POINCARÉ-UNIVERSITE DE NANCY II-INPL	854
Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation	854
UNIVERSITE NANCY II	855
Avis de recrutement sans concours de magasiniers des bibliothèques de 2 ^{ème} classe session 2008	855
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	855
Extrait de la décision n°08-14 du 4 septembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel relatif au téléversement par Internet pour les employeurs qui le souhaitent	855
Extrait de la décision n° CIL 08-19 du 14 novembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant le Plan Institutionnel Bucco-Dentaire Global	856

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n°2008- 452 en date du 28 novembre 2008 modifiant l'arrêté S.G.A.R. n° 50 du 27 janvier 2006 portant renouvellement de la liste des hydrogéologues agréés au titre de l'hygiène publique et désignation des coordonnateurs départementaux

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La liste des hydrogéologues agréés au titre de l'hygiène publique figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 janvier 2006 susvisé est remplacée par la liste suivante :

DEPARTEMENT DE LA MEURTHE ET MOSELLE

ALLEMMOZ Michel	ANTEA 1, rue du Parc de Brabois 54500 VANDOEUVRE
BABOT Yves retraité	1, rue du Parc de Brabois 13100 AIX-EN-PROVENCE
BOULY Serge	ASGA rue du Doyen Marcel Roubault 54500 VANDOEUVRE
COTE-CHOSSELER Evelyne	THERA 42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY
GRAILLAT Alain retraité	24, rue Edmond Antoine 57070 VANTOUX
REVOL Pierre	CAP ENVIRONNEMENT 37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS
SAUTER Marc	MARC SAUTER CONSULTANT 25, rue Antoine Béchamp 67540 OSTWALD
SCHITTEKAT Jacques	TDE avenue Jean Monnet 1 B 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE (Belgique)

DEPARTEMENT DE LA MEUSE

ALLEMMOZ Michel	ANTEA 1, rue du Parc de Brabois 54500 VANDOEUVRE
BABOT Yves retraité	1, rue du Parc de Brabois 13100 AIX-EN-PROVENCE
BOULY Serge	ASGA rue du Doyen Marcel Roubault 54500 VANDOEUVRE
COTE-CHOSSELER Evelyne	THERA 42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY
FRADET Patrick	BEGF 4, rue de la Côte Bardin 52220 MONTIER EN DER
GRAILLAT Alain retraité	24, rue Edmond Antoine 57070 VANTOUX
REVOL Pierre	CAP ENVIRONNEMENT 37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS
SCHITTEKAT Jacques	TDE avenue Jean Monnet 1 B 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE (Belgique)

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

BABOT Yves retraité	1, rue du Parc de Brabois 13100 AIX-EN-PROVENCE
BOULY Serge	ASGA rue du Doyen Marcel Roubault 54500 VANDOEUVRE
COTE-CHOSSELER Evelyne	THERA 42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY
KHAMMARI Boudjema	33bis, rue Saint Michel 54000 NANCY
MERGAUX Olivier	ATOS ENVIRONNEMENT 45, Grande Rue 54385 ROSIERES EN HAYE
REVOL Pierre	CAP ENVIRONNEMENT 37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS
SAUTER Marc	MARC SAUTER CONSULTANT 25, rue Antoine Béchamp 67540 OSTWALD
WUSTMANN Pascal	PW ENVIRONNEMENT 2, impasse des Vignerons 57070 VANTOUX

DEPARTEMENT DES VOSGES

ALLEMMOZ Michel	ANTEA 1, rue du Parc de Brabois 54500 VANDOEUVRE
BOULY Serge	ASGA rue du Doyen Marcel Roubault 54500 VANDOEUVRE
CACHET-MARLY Christine	ASGA rue du Doyen Marcel Roubault 54500 VANDOEUVRE
COTE-CHOSSELER Evelyne	THERA 42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY
KAM-LARQUE Marie	LINKS INGENIERIE 1/3 rue du Départ 75014 PARIS
MERGAUX Olivier	ATOS ENVIRONNEMENT 45, Grande Rue 54385 ROSIERES EN HAYE
NOELLE François retraité	38, rue Robert Chanel 54116 TANTONVILLE
REVOL Pierre	CAP ENVIRONNEMENT 37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS

Article 2 : Les désignations pour assurer la mission de coordonnateur départemental, figurant à l'article 2 de l'arrêté du 27 janvier 2006 susvisé sont modifiées en ce qui concerne le Département de la Moselle :

Titulaire : COTE-CHOSSELER Evelyne

Suppléant : BABOT Yves

Article 3 : La liste complémentaire figurant à l'article 3 de l'arrêté du 27 janvier 2006 susvisé est remplacée par la liste suivante :

DEPARTEMENT DE LA MEURTHE ET MOSELLE

- 1 – CACHET-MARLY Christine
- 2 – MERGAUX Olivier
- 3 – KHAMMARI Boudjema
- 4 – BOUTON Denis Conseil Général de la Marne

DEPARTEMENT DE LA MEUSE

- 1 – CACHET-MARLY Christine
- 2 – KHAMMARI Boudjema
- 3 – BOUTON Denis

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

- 1 – SCHITTEKAT Jacques
- 2 – GRANDAROVSKI Gérard retraité 11, rue Beethoven 67000 STRASBOURG
- 3 – GRAILLAT Alain
- 4 – CACHET-MARLY Christine

DEPARTEMENT DES VOSGES

- 1 – GRAILLAT Alain
- 2 – JAILLARD Luc 24, rue Daguerre 68200 MULHOUSE
- 3 – SCHITTEKAT Jacques
- 4 – GRANDAROVSKI Gérard

Article 4 : M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, Mme la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales et Mmes et M. les Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de la préfecture de région Lorraine, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Metz, le 28 novembre 2008

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2008-458 en date du 1^{er} décembre 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER (CPAM Sarreguemines)

M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)

Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)

M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)

Mme LEJEUNE Monique (CPAM Metz)

Suppléants : Mme MARQUIS Bernadette née JOLY (CPAM Epinal)

Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)

M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléants : M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)

M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)

Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)

M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)

M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)

M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)

Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM Nancy)

Mme FERON GRENOUILLEAU Colette (CPAM Bar le Duc)

M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)

M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. VOINSON Dominique (CPAM Nancy)

M. HEIT Stéphane (CPAM Nancy)

Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)

Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)

M. POIREL André (CPAM Nancy)

Suppléants : M. PINELLI Pascal (CPAM Longwy)

M. HAMARD Michel (CPAM Nancy)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)

M. MASSON Laurent (CPAM Nancy)

Suppléants : M. WEIDMANN Robert (CPAM Metz)

M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

- En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

Titulaires : M. CENTONZE Salvatore

M. THOMAS Christian

Suppléants : M. ESCHENBRUMER Daniel

M. LAURENT Guy-Bernard

- En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude

M. LEROY Patrick

Suppléants : Mme BRODIER Renée

M. GAUTROT Gilbert

- En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. SAUER Roger

M. MAGNO Emmanuel

Suppléants : M. GROH Eric

M. VALIN Léon

- En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel

Suppléant : M. LAHMADI Mohamed

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2008-120 du 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'URCAM de LORRAINE est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

Metz, le 1^{er} décembre 2008

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Extrait de l'arrêté du 02 décembre 2008 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) de mouvements de terrain sur le territoire de VITTONVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Vittonville est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux publiés dans le département.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Vittonville pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à disposition du public tant à la préfecture et à la direction départementale de l'Equipement qu'à la mairie de VITTONVILLE aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'Equipement, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur Régional de l'Environnement

- M. le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Nancy, le 2 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté préfectoral n°54-2008-00129 du 1^{er} décembre 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Badonviller

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT

Que la masse d'eau « Blette 1 » (CR 303) affiche à l'heure actuelle un mauvais état ;

Que l'application des mesures de bases ne permettra pas d'atteindre le bon état ;

Que l'impact des plans d'eau sur cette masse d'eau est très important ;

Que la multiplication des plans d'eau apporte des perturbations multiples et contribue à la dégradation de la qualité écologique des cours d'eau donc est incompatible avec les objectifs de la Directive Cadre Européenne ;

Que le projet est incompatible avec le SDAGE Rhin-Meuse approuvé en 1996 qui a pour objectif de « maîtriser la création de plans d'eau pour éviter les nuisances que provoque leur multiplication.. »

Que l'arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions applicables en matière de création d'étang n'apportera pas les garanties nécessaires à la préservation des enjeux mentionnés dans l'article L.211-1 du code de l'environnement.

ARRETE

Article 1 : Opposition à déclaration

En application de l'article L 214-3, 4^e paragraphe, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Madame HENRION Jocelyne (lotissement Bellevue- 4, allée des Charmilles – 54300 Jolivet), concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Badonviller.

Article 2 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R214-34 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision implicite du projet.

Article 3 : Exécution

Le Sous-Préfet de Lunéville, le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de BADONVILLER, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie sera mise à disposition du public sur le site Internet de la préfecture.

Copie du présent arrêté, sera affichée en mairie de Badonviller.

Nancy, le 1^{er} décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté préfectoral n°54-2008-00124 du 19 novembre 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Neufmaisons

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT

Que la masse d'eau « Verdurette 1 » (CR 305) affiche à l'heure actuelle un mauvais état ;
Que l'application des mesures de bases ne permettra pas d'atteindre le bon état ;
Que l'impact des plans d'eau sur cette masse d'eau est très important ;
Que la multiplication des plans d'eau apporte des perturbations multiples et contribue à la dégradation de la qualité écologique des cours d'eau donc est incompatible avec les objectifs de la Directive Cadre Européenne ;
Que le projet est incompatible avec le SDAGE Rhin-Meuse approuvé en 1996 qui a pour objectif de « maîtriser la création de plans d'eau pour éviter les nuisances que provoque leur multiplication.. »
Que le dossier ne présente aucune mesure compensatoire susceptible de diminuer voire effacer l'impact du projet et que le diagnostic de l'état initial de la parcelle est insuffisant, notamment en ce qui concerne le caractère « humide » de la zone ;
Que l'arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions applicables en matière de création d'étang n'apportera pas les garanties nécessaires à la préservation des enjeux mentionnés dans l'article L.211-1 du code de l'environnement.

ARRETE**Article 1 : Opposition à déclaration**

En application de l'article L 214-3, 4° paragraphe, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Monsieur BRICKER Thierry (7736 rue du colonel de la horie – 54540 Badonviller), concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Neufmaisons.

Article 2 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R214-34 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision implicite du projet.

Article 3 : Exécution

Le Sous-Préfet de Lunéville, le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de NEUFMAISONS, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie sera mise à disposition du public sur le site Internet de la préfecture.

Copie du présent arrêté, sera affichée en mairie de Neufmaisons.

Nancy, le 19 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2008 abrogeant des arrêtés prescrivant des plans de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPRi) sur les communes de Charenzy-Vezin, Cons la Grandville, Epiez-sur-Chiers, Grand Faily, Longlaville, Longuyon, Montigny-sur-Chiers, Petit-Failly, Piennes, Saint-Jean-lès-Longuyon, Villette, Viviers-sur-Chiers et Xivry-Circourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant le nombre d'arrêtés de constatation de catastrophe naturelle pour chacune des communes;

Considérant les études des zones inondables réalisées sur l'ensemble des communes;

Considérant que les dispositions réglementaires existent pour prendre en compte le risque dans les décisions relatives au développement de la commune ;

ARRETE

Article 1 : Les arrêtés préfectoraux du 7 janvier 2002 prescrivant l'élaboration de plans de prévention des risques inondation sur les communes de Charenzy-Vezin, Cons-la-Grandville, Epiez-sur-Chiers, Grand-Failly, Longlaville, Longuyon, Montigny-sur-Chiers, Petit-Failly, Piennes, Saint-Jean-lès-Longuyon, Villette, Viviers-sur-Chiers et Xivry-Circourt sont abrogés.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées par cet arrêté et au président de la Communauté de Communes du Bassin de Landres.

Il sera affiché pendant au moins un mois dans les mairies de ces communes et au siège de la communauté de communes du bassin de Landres et sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il fera l'objet d'une mention dans le quotidien "le républicain lorrain".

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'Equipement, les maires des communes concernées et le président de la communauté de communes du bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 9 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2008 prescrivant un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin de la Chiers sur le territoire des communes de Charenzy-Vezin, Cons-la-Grandville, Cutry, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Mont-Saint-Martin, Rehon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation du bassin de la Chiers sur le territoire des communes de Charenzy-Vezin, Cons-la-Grandville, Cutry, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Mont-Saint-Martin, Rehon.

Article 2 : La Direction Départementale de l'Equipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 3 : La concertation relative à l'élaboration du projet se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints notamment au dossier d'enquête publique. Les

principales étapes de l'élaboration du PPRi pourront être relayées, à l'initiative des communes dans les bulletins d'information communaux ou communautaires.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées par cet arrêté. Il sera affiché pendant au moins un mois dans les mairies de ces communes et sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il fera l'objet d'une mention dans le quotidien "le républicain lorrain".

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le Sous-Préfet de Briey, le directeur départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 9 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 autorisant l'extension du cimetière de la commune de Valleroy sur la parcelle cadastrée n° 47 section ZD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} : La municipalité de VALLEROY est autorisée à créer sur une surface de 1 800 m², représentant 246 emplacements, une extension du cimetière communal sur un terrain cadastré sous la référence parcellaire 47 section ZD.

Article 2 : L'exploitation et l'agencement du cimetière devront s'effectuer conformément aux conclusions de l'étude hydrogéologique (rapport du 8 avril 2008) :

- Mise en place d'un drainage à faible profondeur (40 cm maximum) de ceinture et des allées.
- Délai de rotation de 30 ans pour les inhumations en pleine terre et les caveaux traditionnels.
- Délai de rotation de 5 ans pour les caveaux autonomes.
- Pour les fosses en pleine terre, se référer aux dispositions prévues par l'hydrogéologue et annexées au présent arrêté.
- Pour les caveaux maçonnés, la profondeur nécessaire pour 2 corps est de 1.4 mètre auquel on ajoutera 50 centimètres de remblais avec de la terre de la fouille.
- La distance entre les fosses sera au minimum de 30 à 40 cm sur les côtés et de 40 à 50 cm en pied et tête.
- Les caveaux en béton étanche dits autonomes devront répondre à la norme NFP98-049.

Article 3 – le secrétaire général de la préfecture, le maire de Valleroy et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la commune de Malzéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux des 1^{er} juillet 2003, 11 février 2005 et 14 septembre 2006 sont abrogés.

Article 2 : Mlle Aurélie FREBY, gardien de police municipale, est nommée en qualité de régisseur titulaire, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : L'intéressée est dispensée de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

Article 4 : Mlle Sylvie YOEUSLEY, adjoint administratif principal, est nommée en qualité de régisseur suppléant.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Malzéville et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs concernés et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire d'Arracourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

AR R E T E

Article 1^{er}. Les compétences du SIS d'Arracourt sont étendues à l'accueil périscolaire.

Article 2. Les statuts du syndicat intercommunal scolaire d'Arracourt annexés au présent arrêté sont approuvés.

Article 3. Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire d'Arracourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
le sous préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Statuts du Syndicat intercommunal de gestion scolaire du secteur d'Arracourt créé par arrêté préfectoral du 10 mai 1996, modifié les 22 avril 1999, 3 août 2001 et 24 novembre 2008

Article 1^{er} : Il est formé entre les communes d'Arracourt, Bures, Juvrecourt, Réchicourt la petite un syndicat qui prend la dénomination de syndicat intercommunal de gestion scolaire du secteur d'Arracourt.

Article 2 : L'objet de ce syndicat est notamment d'assurer la gestion administrative et financière du regroupement scolaire dont les communes mentionnées à l'article précédent font partie et plus précisément :

- Les dépenses d'entretien des bâtiments scolaires, mobilier et matériel d'enseignement, terrains
- Frais d'assurances
- Dépenses liées au chauffage, électricité, eau, téléphone
- Dépenses de personnels liés au fonctionnement de l'école et du syndicat (femme de ménage, ATSEM, secrétaire, receveur municipal)
- Dépenses liées aux sorties scolaires des élèves (transport, entrées piscine...)
- Achat de fournitures scolaires et de bureau
- Renouvellement du mobilier et du matériel
- Loyers des terrains et locaux qui seraient pris en bail
- Dépenses liées aux impôts et taxes
- Dépenses honoraires et frais divers

Le syndicat est également compétent en matière d'accueil périscolaire : accueil midi et soir, hors temps scolaire ; cantine à midi les lundi, mardi, jeudi et vendredi.

La gestion de cette activité sera assurée par le syndicat.

Il pourra également intervenir financièrement pour toutes constructions et nouveaux bâtiments et l'aménagement de ceux-ci ainsi que l'acquisition de terrains nécessaires à cette construction et aux infrastructures nécessaires à l'école. Il devra en assurer l'entretien et les réparations.

Article 3 : Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Bures.

Article 4 : La durée du syndicat est illimitée, mais ce dernier pourra être dissous après consentement de tous les conseils municipaux intéressés. Le retrait d'une commune adhérente se fera dans les conditions de l'article L.5212-28 du CGCT.

Article 5 : Le syndicat sera administré par un comité composé de deux représentants élus par les communes adhérentes, soit huit personnes.

Article 6 : Le comité syndical élira un bureau composé de quatre membres, pour la durée des mandats municipaux, soit :

- 1 président
- 1 vice-président
- 1 secrétaire
- 1 secrétaire-adjoint

le bureau s'adjoindra des 4 autres membres pour décision. Le percepteur d'Evinville est le receveur syndical.

Article 7 : Aucune indemnité ne sera versée aux membres du comité syndical.

Article 8 : Participation des communes : toutes les dépenses inscrites en investissements ainsi que la moitié des dépenses de fonctionnement (calculées après déduction des intérêts d'emprunts), seront financées au nombre d'habitants et le solde des dépenses de fonctionnement sera réparti au nombre d'élèves scolarisés qui seront recensés 3 fois par an : 1^{er} septembre, 1^{er} janvier et 1^{er} avril.

Article 9. Le remboursement de tous les emprunts (intérêts et capital), susceptibles d'être contractés par le syndicat, sera réparti entre toutes les communes proportionnellement à l'effectif de leurs habitants tel qu'il en résultera du dernier recensement général.

Article 10 : Un inventaire sera fait à la création du syndicat. Le président tiendra un inventaire permanent du mobilier et matériel en compte et acquis par le syndicat.

Article 11: Le budget du syndicat comprendra notamment dans les recettes :

- la contribution des communes adhérentes
- les subventions de l'Etat, du département, de la région et de l'union européenne
- les produits des dons et legs.

Article 12 : Les présents statuts ont été soumis à l'accord de chaque conseil municipal.

Vu pour rester annexé à l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008

Le sous préfet de Lunéville

Philippe SAFFREY

Extrait de l' arrêté du 24 novembre 2008 portant dissolution du syndicat intercommunal de transport d'élèves de Baccarat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

AZERAILLES en date du 26 juin 2008

BACCARAT en date du 28 août 2008

BERTRICHAMPS en date du 15 juillet 2008

BROUVILLE en date du 18 juillet 2008

DENEUVRE en date du 22 octobre 2008

FLIN en date du 14 octobre 2008

FONTENOY LA JOUTE en date du 11 juillet 2008

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

GELACOURT en date du 10 juillet 2008

GLONVILLE en date du 8 juillet 2008

LACHAPELLE en date du 26 septembre 2008

MERVILLER en date du 4 septembre 2008

THIAVILLE SUR MEURTHE en date du 12 septembre 2008

VACQUEVILLE en date du 24 juillet 2008

VENEY en date du 7 juillet 2008

ARRETE

Article 1^{er}. – Le Syndicat Intercommunal de transport d'élèves de Baccarat est dissous à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 2. – Ses actifs et passifs sont transférés au syndicat intercommunal de gestion du collège de Baccarat.

Article 3. – Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
le sous préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Arrêté A.R.H. de Lorraine n°269/08 du 8 décembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-1, L. 6115-3, L.6115-8 et l'article R. 6115-2,

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé et notamment son article 36,

Vu l'ordonnance N° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,

Vu l'ordonnance N°2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation,

Vu l'ordonnance N°2005-406 du 2 mai 2005 portant simplification du régime juridique des établissements de santé,

Vu le décret N° 96-1039 du 29 novembre 1996 relatif aux agences régionales de l'hospitalisation,

Vu le décret N° 2005-434 du 6 mai 2005 relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires,

Vu la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

Vu le décret ministériel du 2 août 2007 portant nomination de Monsieur le docteur Jean-Yves GRALL, en qualité de directeur, de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu l'arrêté ministériel n°1830 du 14 août 2008 portant nomination de Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle,

Vu l'arrêté ministériel n° 2438 du 30 octobre 2008 portant nomination de Madame Marie-Hélène MAITRE dans les fonctions de directrice-adjointe de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S de Meurthe et Moselle,

Vu l'arrêté ministériel n°1585 du 16 juillet 2007 portant nomination de Madame Claudine BARBASTE dans les fonctions de directrice-adjointe de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S de Meurthe et Moselle,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, les décisions, correspondances et documents, à l'exception de ceux relevant des matières visées dans l'article 2 du présent arrêté :

Concernant les établissements de santé situés dans le département de la Meurthe et Moselle, notamment :

- les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité prévues par l'article L.6143-4 du code de la santé publique

- la composition et désignation des membres :

des conseils d'administration des établissements publics de santé, R 6143-14 du code de la santé publique

des conseils d'administration des syndicats interhospitaliers prévue à l'article R.6132-8 du code de la santé publique

du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer prévue à l'article D 6162-2 du code de la santé publique

- la désignation des deux représentants des usagers et leurs suppléants au sein des commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge prévue à l'article R.1112-83 C.S.P.

- la composition de la commission d'activité libérale prévue à l'article R.6154-12 code de la santé publique

- les contrats d'activité libérale,

- la nomination des médecins libéraux exerçant au sein des hôpitaux locaux des soins de médecine, soins de suite et de réadaptation au titre de l'article R.6141-25

- la nomination des médecins libéraux coordonnateurs en hôpital local au titre de l'article R.6141-33

Ainsi que ceux concernant :

Dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations, la notification faite au promoteur qui reconnaît complets ou non les dossiers déposés, conformément à l'article R.6122-32 al.2 du C.S.P.

Article 2 : Demeurent hors du champs de délégation de signature prévue à l'article 1 les matières suivantes :

- les délibérations prises par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en application de l'article L. 6115-4 du code de la santé publique,

- les contrats d'objectifs et de moyens prévus aux articles L. 6114-1 à 5 du code de la santé publique,

- l'arrêté portant schéma régional d'organisation sanitaire prévu à l'article L. 6121-8 du code de la santé publique,

- l'arrêté portant les limites des territoires de santé prévu à l'article R.6131-1 du code de la santé publique,

- la révision de l'autorisation lorsque le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine constate que les objectifs quantifiés fixés par le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L 6114-2 du code de la santé publique sont insuffisamment atteints (L 6122-12 du code de la santé publique),

- les arrêtés concernant les actions de complémentarité prévues aux articles L. 6132-2 à 6, L. 6133-2, L. 6121-1 à 3 du code de la santé publique,

- la demande à deux ou plusieurs établissements de conclure une convention de coopération, de créer un groupement sanitaire de coopération, un syndicat interhospitalier ou un groupement d'intérêt public, de prendre une délibération tendant à la création d'un nouvel établissement public de santé par fusion des établissements concernés et, le cas échéant, la décision d'imposer une de ces modalités, dans les conditions prévues à l'article L. 6122-15 du code de la santé publique,

- l'arrêté portant approbation de la convention constitutive d'un groupement de coopération sanitaire prévu aux articles L 6133-1 et suivants,

- l'initiative du contrôle à l'intérieur des établissements de santé des organismes exerçant les missions d'établissement de santé prévu à l'article L. 6116-2 du code de la santé publique,

- toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.6122-13 du code de la santé publique

- la suspension ou le retrait de l'autorisation de l'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein (article L. 6154-6 du code de la santé publique)

- toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.4113-14 et L.4221-18 du code de la santé publique

- toutes les décisions prises dans le cadre des articles L.6143-3 et -3-1 et L.6161-3-1 du code de la santé publique.

- le déferé au tribunal administratif application de l'article L. 6143-4 du code de la santé publique,

- la création d'un établissement public de santé dans les conditions prévues à l'article L. 6141-1 du code de la santé publique,

- l'approbation des projets d'établissement des établissements publics de santé (articles L. 6143-2 et L. 6114-1 du code de la santé publique)

- la conclusion de contrats de concession pour l'exécution du service hospitalier prévue à l'article L. 6161-9 du code de la santé publique,

- la décision de classement en hôpital local tel que défini à l'article L. 6141-2 du code de la santé publique

- le renouvellement et la nomination à titre provisoire des chefs de service de psychiatrie (article L6146-4 du code de la santé publique)

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Marie-Hélène MAITRE, directrice-adjointe, et par Madame Claudine BARBASTE, directrice Adjointe.

Article 4 : Cette délégation de signature s'éteint dès que les personnes intéressées cessent d'exercer les fonctions au titre desquelles elles ont été nommées.

Article 5 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°201/08 du 27 octobre 2008.

Article 6 : Cet arrêté de délégation de signature sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture du département de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 8 décembre 2008

Le directeur,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n°68/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 septembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'allouer les crédits F.M.E.S.P.P. du projet visant au renforcement de la sécurité en radiothérapie par l'acquisition de dosimètres in vivo aux établissements suivants :

- centre hospitalier d'Epinal

- C.H.R. de Metz Thionville

centre de lutte contre le cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre les Nancy

conformément à la répartition proposée.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ces avenants aux C.P.O.M. des établissements de santé concernés.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe et Moselle, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 16 septembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n°84/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 novembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la maison hospitalière de Baccarat le 26 mars 2007,

CONSIDERANT les conclusions positives de la visite sur site réalisée le 7 novembre 2008 pour l'identification de trois lits supplémentaires de soins palliatifs en service de médecine,

DECIDE

Article 1 : D'approuver les clauses de l'avenant n°1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la maison hospitalière de Baccarat relatif à l'identification de trois lits supplémentaires de soins palliatifs en service de médecine.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 novembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n°85/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 novembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT l'avis favorable du rapport en date du 1^{er} octobre 2008 pour la reconnaissance de lits de soins palliatifs identifiés et intégrés à l'hôpital d'Hayange au service de pneumologie et de gastro-entérologie ainsi qu'à l'hôpital gériatrique le Kem de Thionville au service de gérontologie,

CONSIDERANT le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et Alpha Santé à Hayange,

DECIDE

Article 1 : D'approuver les clauses de l'avenant n°3 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec Alpha Santé à Hayange relatif à la reconnaissance tarifaire de lits de soins palliatifs identifiés et intégrés au service de pneumologie et de gastro-entérologie de l'hôpital d'Hayange et du service de gérontologie de l'hôpital gériatrique le Kem de Thionville.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Moselle.

Nancy, le 18 novembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n°86/08 du 18 novembre 2008 relative à l'adhésion du Centre Alexis Vautrin au G.I.E. Consortium d'achats des Centres de Lutte contre le Cancer

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT l'adhésion de l'établissement au groupement d'intérêt économique « G.I.E. Consortium Achats des C.L.C.C. (G.I.E. – C.A.C.) » conformément à la délibération du Conseil d'Administration du C.A.V. – séance du 25 octobre 2005 ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens du Centre Régional de Lutte contre le Cancer signé le 30 mars 2007 ;

CONSIDERANT l'avis favorable émit par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 18 novembre 2008 ;

CONSIDERANT l'engagement de l'établissement à participer activement à la réalisation des objectifs du G.I.E. en adhérant aux actions communes entreprises et à rendre compte des résultats obtenus ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer l'avenant n°5 au Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens du Centre Régional de Lutte contre le Cancer.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 novembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n°87/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 18 novembre 2008 relative à la fermeture des lits de chirurgie en hospitalisation complète du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 18 novembre 2008 ;

CONSIDERANT que l'activité du service de chirurgie du centre hospitalier de Pont à Mousson, ne suffit pas à compenser l'ensemble des charges du pôle concerné ;

CONSIDERANT qu'un retour à l'équilibre du budget de l'établissement à l'horizon de l'exercice 2012, passe nécessairement par la fermeture de la chirurgie en hospitalisation complète et un fort développement de l'activité ambulatoire ;

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectif et de moyens du centre hospitalier de Pont à Mousson.

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 novembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Service Actions et Etablissements de santé**Extrait de l'arrêté n° 20 du 9 décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX**

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

A R R E T E

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Jean-Marie ULLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Bernard LECLERC, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Gérard ROYER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Yves BISTON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX (fin du mandat en mars 2014), élu Président du Conseil d'Administration.
- 2) Un collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Régis MALINGREY (fin du mandat en mai 2010).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Madame Christine SCHIRMEYER-BIGEARD, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2010),
 - En attente désignation d'un autre membre de la Commission Médicale d'Etablissement.
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Maria LAPORTE, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Jean-Marc LAPOINTE, Agent de maîtrise, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Rémi DONNOT, Aide-soignant, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Madame Marie-José DOLCI, représentant le PAIS du Val de Lorraine (fin du mandat en janvier 2010),
 - Madame Silvia CHAPTAL, Infirmière Libérale (fin du mandat en octobre 2010),
 - Personne qualifiée en attente de désignation.
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Véronique HOFFMANN, représentante de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle - UDAF (fin du mandat en décembre 2011),
 - Représentant des usagers en attente de désignation,
 - Représentant des usagers en attente de désignation.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 19 du 9 Septembre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 9 Décembre 2008

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation
Le directeur des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 21 du 11 Décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

A R R E T E

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Jean-Marie ULLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Bernard LECLERC, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),

- Monsieur Gérard ROYER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),

- Monsieur Yves BISTON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :

- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX (fin du mandat en mars 2014), élu Président du Conseil d'Administration.

2) Un collège des personnels comportant six membres :

a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :

- Monsieur le Docteur Régis MALINGREY (fin du mandat en mai 2010).

b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :

- Madame Christine SCHIRMEYER-BIGEARD, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2010),

- En attente désignation d'un autre membre de la Commission Médicale d'Etablissement.

c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Maria LAPOINTE, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).

d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Monsieur Jean-Marc LAPOINTE, Agent de maîtrise, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Monsieur Rémi DONNOT, Aide-soignant, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Madame Marie-José DOLCI, représentant le PAIS du Val de Lorraine (fin du mandat en janvier 2010),

- Madame Silvia CHAPTAL, Infirmière Libérale (fin du mandat en octobre 2010),

- Personne qualifiée en attente de désignation.

b) Trois représentants des usagers :

- Madame Véronique HOFFMANN, représentante de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle - UDAF (fin du mandat en décembre 2011),

- Madame Christiane MARCHAL, représentante de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle - UDAF (fin du mandat en décembre 2011),

- Représentant des usagers en attente de désignation.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 20 du 9 Décembre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 11 Décembre 2008

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation
Le directeur des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 11 du 9 Décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

A R R E T E

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

1) Cinq représentants du Conseil d'Administration du CHU de Nancy :

- Monsieur le Docteur André ROSSINOT, Président du Conseil d'Administration du CHU (fin du mandat en mai 2011), élu Président du Conseil d'Administration,

- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Administrateur du CHU (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur Alex GORGE, Administrateur du CHU (fin du mandat en mai 2011),

- Madame Elisabeth LAITHIER, Administrateur du CHU (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur Stéphane HABLOT, Administrateur du CHU (fin du mandat en mai 2011).

2) Cinq représentants du Conseil d'Administration de l'UGEAM :

- Monsieur Jean-Louis COUR, Président de l'UGEAM Nord-Est (fin du mandat en avril 2011),

- Madame Ghislaine STEPHANN (fin du mandat en avril 2011),

- Monsieur Jean-Pierre MAZZIER (fin du mandat en avril 2011),

- Monsieur Aimé MARCHAL (fin du mandat en avril 2011),

- Monsieur Léon RAUCH (fin du mandat en avril 2011).

3) Un représentant du Corps Médical pour le CHU de Nancy :

- Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL, Chirurgien des Hôpitaux (fin du mandat en mai 2011).

4) Un représentant du Corps Médical pour l'UGEAM :

- Monsieur le Docteur Olivier ROCHE, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011).

5) Un représentant du Personnel non Médical pour le CHU de Nancy :

- Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat en février 2011).

6) Un représentant du Personnel non Médical pour l'UGEAM :

- Madame Catherine VONNET, représentant le syndicat FO (fin du mandat en février 2011).

7) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU de Nancy :

- Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).

8) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGEAM :

- Monsieur le Professeur Daniel MOLE (fin du mandat en mars 2011).

9) Le Pharmacien du CHU de Nancy :

- Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).

10) Le Pharmacien de l'UGEAM :

- Madame Jacqueline CESARI, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).

11) Deux représentants des Usagers, siégeant à titre consultatif :

- Madame Colette CASTELLI, représentant l'Association VMEH (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant l'Association "Médecins du Monde" (fin du mandat en mai 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 10 du 26 Septembre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 9 Décembre 2008

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation
Le directeur des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 12 du 12 Décembre 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant six membres :

a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :

- Monsieur Laurent TROGRIC, Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014).
- Madame Régine GRANDURY, Adjointe au Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Claude ROMBACH, Conseiller Municipal de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Michèle BARTHELEMY, Maire de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur le Docteur Renaud GERARDIN, Conseiller Municipal de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014).

b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :

- Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

2) Un collège des personnels comportant six membres :

a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :

- Madame le Docteur Fabienne DURANTAY, Médecin (fin du mandat en janvier 2012).

b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :

- Monsieur le Docteur Marc BERR, Vice-Président de la CME (fin du mandat en janvier 2012),
- Madame Florence GLATH, Pharmacienne (fin du mandat en janvier 2012).

c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Marie-Paule CUNAT, Cadre Infirmier (fin du mandat en octobre 2009).

d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Nadine DAUMAS, Administrateur, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Madame Catherine SAINT-MARD, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Personne qualifiée en attente de désignation,
- Personne qualifiée en attente de désignation,
- Personne qualifiée en attente de désignation.

b) Trois représentants des usagers :

- Madame Josette BURY, Présidente de l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens en Lorraine (AFTC), représentant l'AFTC en Lorraine (fin du mandat en décembre 2010),
- Monsieur Michel SALMON, représentant l'Association pour le Droit de Mourir dans la dignité (ADMD) (fin du mandat en décembre 2010),
- Monsieur Benoit GILET, Président de l'AIR 54 et Président Adjoint de la FNAIR Lorraine, représentant l'Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés (AIR 54) (fin du mandat en décembre 2010).

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Madame Arlette MARIE (fin du mandat en novembre 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 11 du 21 Mai 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 12 Décembre 2008

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation
Le directeur des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST

Extrait de l'arrêté préfectoral n°2008-DIR-Est -M-54-085 du 08 décembre 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de pose d'une potence sur A 33.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE.	A33	
Points Repères PR. et sens	PR 6.00 sens Paris /Strasbourg	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Pose Potence en accotement remplacement suite à accident	
PERIODE GLOBA	Nuit du 18 au 19 décembre 2008 (21h - 6h)	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris Strasbourg fermeture bretelle Nancy Brabois CHU /Strasbourg fermeture bretelle Paris / Nancy Brabois CHU	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DIR-Est/DE de Metz	MISE EN PLACE PAR: District de Nancy/CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Nuit du 18 au 19/12/2008 21h/ 6h	FLR au PR 5,700	Neutralisation Voie de droite sens Paris /Strasbourg	<p>fermeture bretelle Nancy Brabois CHU /Strasbourg</p> <p>déviation par: les usagers seront invités à prendre la bretelle CHU Brabois /Paris, la section courante de l'A33 direction Paris, la bretelle Strasbourg/Paris A33/A31, la section courante de l'A31 direction Paris , la bretelle Nancy Velaine de l'échangeur n°16 ,demi tour, bretelle Velaine/Nancy A31 direction Nancy,bretelle Paris /Strasbourg,et A33 direction Strasbourg</p> <p>fermeture bretelle Paris / Nancy Brabois CHU</p> <p>Déviation par: les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A33direction Strasbourg jusqu'au noeud autoroutier A33/A330,bretelleParis /Nancy sud,section courante A330 ,bretelle Epinal /Paris ,section courante de l'A33 direction Paris jusqu'à l'échangeur de Brabois ,bretelle Strasbourg /CHU Brabois</p>

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7: Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est,Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace,sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Moulins-lès-Metz, le 8 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté 54/2008/233 du 1er octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Michèle BENOIT, " La troupe de tous les plaisirs "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er: La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0490 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Michèle BENOIT, « La troupe de tous les plaisirs » MJC Desforges 27, rue de la République, 54000 Nancy.

Article 2: Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3: Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4: M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/252 du 1^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Nordine BERARMA, sarl " BABOEUP PRODUCTIONS "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1019778 et 3-1019779 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Nordine BERARMA, sarl « BABOEUP PRODUCTIONS » Route de Bayon, 54290 Haigneville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/234 du 1er octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M Xavier BLANC, " Espace Chaudeau "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^e catégorie portant les numéros 1-1019476 et 3-1019477 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Xavier BLANC, « Espace Chaudeau » 1, Rond point Chaudeau, 54710 Ludres.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/253 du 1^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Mme Danielle BRETON, " Compagnie des Marchands de rêves "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 1-1020126, 2-1020127 et 3-1020128 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Danielle BRETON, « Compagnie des Marchands de rêves » 16, rue Saint-Léon, 54115 Fécocourt.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/235 du 1^{er} octobre portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à M. Xavier CAILLE, " Théâtre Burle "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0182 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Xavier CAILLE, « Théâtre Burle » 141, rue du sergent Blandan, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/236 du 1^{er} octobre accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Isabelle CHAIGNE, " L'autre canal "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro 1-1019454 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Isabelle CHAIGNE, « L'autre canal » 45, Boulevard d'Austrasie, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/237 du 1^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur spectacles à M. Denis CUSSENOT, Association " Les yeux de l'ouïe "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0187 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Denis CUSSENOT, Association « Les yeux de l'ouïe » 104, rue de la Colline, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/238 du 1er octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Jean-Pierre DOUCHE, " M.A.I Productions ",

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0438 et 54-0439 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jean-Pierre DOUCHE, « M.A.I Productions », 12, Avenue du Xxe Corps, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/240 du 1^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie à M. FLURY Thomas, " Théâtre en kit "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0355 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur FLURY Thomas, « Théâtre en kit » Espace Jean Jaurès, 3, Avenue de la Paix, 54510 Tomblaine.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/239 du 1^{er} octobre 2008 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie à M. Thomas FLURY, " Théâtre en kit "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro 3-1019467 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Thomas FLURY, « Théâtre en kit » Espace Jean Jaurès, 3, Avenue de la Paix, 54510 Tomblaine.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/241 du 1^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à Mme Marion GARNIER, " MJC du Haut du Lièvre "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 1-1019468 et 3-1019469 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Marion GARNIER, « MJC du Haut du Lièvre » 854, Avenue Pinchard, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/242 du 1^{er} octobre 2008 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à M. Charlie HOULMONT, Compagnie " HIC ET NUNC "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1019456 et 3-1019457 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Charlie HOULMONT, Compagnie « HIC ET NUNC » MJC des trois Maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/243 du 1er octobre 2008 accordant les licences d'entrepreneur de spectacles à Mme Marie-Christine KACIJAN, " Arias " MJC des trois Maisons

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 2-1019458 et 3-1019461 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Marie-Christine KACIJAN, « Arias » MJC des trois Maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/244 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Martine LAURENT, " Artistes actuels "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0198 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Martine LAURENT, « Artistes actuels » 30, rue de Lorraine, 54130 Saint-Max.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/245 du 1^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Patricia LIPKINS, " TOUKOULEUR DO BRASIL "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0509 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Patricia LIPKINS, « TOUKOULEUR DO BRASIL » 102, rue Ambroise Thomas, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/246 du 1^{er} octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Thomas PROTTO, Association " Propergol "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0322 et 54-0323 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Thomas PROTTO, Association « Propergol », 126, rue Saint-Dizier, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/247 du 1^{er} octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Jean-Charles RAMELLI, " Pro Lyrica "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0501 et 54-0502 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Jean-Charles RAMELLI, « Pro Lyrica » 6, Quai Choiseul, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/248 du 1^{er} octobre 2008 portant renouvellement des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Dominique REPECAUD, " Centre culturel André Malraux "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0249, 54-0250 et 54-0251 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Dominique REPECAUD, « Centre culturel André Malraux » rue de Parme, 54500 Vandoeuvre-les-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/249 du 1^{er} octobre 2008 accordant la licence d'entrepreneur de spectacles à Mme Fabienne STEIN, Sarl " FS PROD "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 2-1019455 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Fabienne STEIN, Sarl « FS PROD » 447, Clos des Amis, Avenue de la Libération, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/250 du 1^{er} octobre 2008 accordant des licences d'entrepreneur de spectacles à M. Frédéric TOVANY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 1-1019485 et 3-1019484 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Frédéric TOVANY, Espace culturel St-Pierremont-Mancieulles, 54150 Briey.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté 54/2008/251 du 1^{er} octobre 2008 portant renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles à M. Sylvain VAILLARD, " Compagnie trois-six-trente "

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE :

Article 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0530 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Sylvain VAILLARD, « Compagnie trois-six-trente » 2, rue du Béarn, 54400 Cosne et Romain.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
Service aménagement risques et urbanisme

Extrait de l'arrêté N° 08 DE 009 PU du 8 décembre 2008 approuvant la carte communale de SANZEY en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 : La carte communale de SANZEY qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/5 000^e,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan des réseaux au 1/2 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de SANZEY n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le maire de SANZEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 8 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1372 du 28 novembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et le tarif journalier " soins " de l'activité " établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes " (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} – La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :
Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins »: 1 332 844,85 euros

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 48,46 €

pour les GIR 3 et 4 : 37,77 €

pour les GIR 5 et 6 : 26,67 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière St Charles à Nancy.

Nancy, le 28 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1418 du 2 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de BAYON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue – 54290 BAYON

N° FINESS : 54 0003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	33 146,68	1 692 588,40
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 586 923,22	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	47 098,89	
	Déficit reporté	25 419,61	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 692 588,40	1 692 588,40
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 25 419,61 euros (déficit)

Article 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON est fixée à 1 692 588,40 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 39,91 euros

GIR 3 et 4 : 29,70 euros

GIR 5 et 6 : 19,75 euros

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON.

Nancy, le 2 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1416 du 2 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – 54320 MAXEVILLE

N° FINESS : 54 0003167

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 843,78	1 677 523,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 405 959,86	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	189 913,60	
	Déficit reporté	45 805,77	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 676 753,01	1 677 523,01
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	770,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 45 805,77 euros (déficit).

Article 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos " de MAXEVILLE est fixée à 1 676 753,01 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 44,60 euros

GIR 3 et 4 : 35,58 euros

GIR 5 et 6 : 26,55 euros

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 2 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1417 du 2 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de HAROUÉ

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" – 1 Chemin d'Ormes – 54740 HAROUÉ

N° FINESS : 54 0003209

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 187,96	676 446,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	602 695,25	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	36 563,55	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	676 446,76	653 316,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est fixée à 676 446,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,05 euros

GIR 3 et 4 : 20,90 euros

GIR 5 et 6 : 14,76 euros

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ.

Nancy, le 2 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 1441 du 9 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de VEZELISE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de Vézélise – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE

N° FINESS : 54 0007283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	92 219,17	379 640,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	237 950,66	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	29 638,93	
	Déficit reporté	19 831,86	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	334 642,54	379 640,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	966,67	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	44 031,41	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 19 831,86 euros (déficit 2006) et de 44 031,41 euros (excédent 2007).

Article 3 : La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de VEZELISE est fixée à 334 642,54 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 34,91 euros

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de VEZELISE.

Nancy, le 9 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur Principal
Philippe KRIN

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1437 du 10 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de moyen séjour de FAULX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre de moyen séjour de Faulx :

N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 778 455,02 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,42 €

pour les GIR 3 et 4 : 29,71 €

pour les GIR 5 et 6 : 19,65 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La Directrice adjointe
Claudine BARBASTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 1438 du 10 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de BRIEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1 – La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Dotation globale de financement « soins » : 1 537 649,45 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 48,04 €

pour les GIR 3 et 4 : 41,24 €

pour les GIR 5 et 6 : 34,43 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Briey.

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La Directrice adjointe

Claudine BARBASTE

Arrêté du 3 décembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Le directeur départemental,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU l'arrêté ministériel en date du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.61 en date du 27 août 2008 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

VU l'arrêté du 7 octobre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle.

AR R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté susvisé du 7 octobre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est abrogé .

Article 2 : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.61 en date du 27 août 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée par Madame Claudine BARBASTE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle et par Madame Marie-Hélène MAITRE, directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales à la DDASS de Meurthe-et-Moselle

Article 3 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Daniel BOUFFIER, de Madame Claudine BARBASTE et de Madame Marie-Hélène MAITRE, la délégation de signature est exercée, chacun en ce qui le concerne, par :

- Madame Arielle BRUNNER, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Jeanne CHATRY GISQUET, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Hélène DALLAIRE, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Noëlle De SILVESTRI, conseillère technique en travail social,
- Madame Evelynne DITTE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Françoise GABRION, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie GEYER, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Michèle HERIAT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Philippe KRIN, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur José-Luis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Régine PARIZOT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Marie-Agnès PILARD, ingénieur d'études sanitaires,
- Madame Martine RICARD, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Manuel RODICQ, ingénieur d'études sanitaires,
- Monsieur Philippe ROMAC, ingénieur du génie sanitaire,
- Madame Lydie REVOL, médecin inspecteur de santé publique

Article 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Article 5 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 3 décembre 2008

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Service Pôle Santé- Cellule Actions de Santé

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/1237 du 13 novembre 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 66 rue Stanislas à Nancy géré par l'Association AIDES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD géré par l'Association AIDES 54 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	36 080 €	109 826 €
	Groupe II : Dépenses de personnel	62 103 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	11 643 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	104 191 €	109 826 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 635 €	
	Groupe III : Autres produits	0 €	

Article 2- Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du CAARUD géré par l'Association AIDES 54 est fixée à 104 191 €. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

La part structurelle de la dotation globale de financement étant de 97 191 €, les forfaits mensuels seront réajustés en conséquence à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 3 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – CO n° 71 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS /Pôle Santé/ N° 1227 du 14 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) 4, rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN géré par l'association hospitalière du bassin de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du CCAA sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	5 284	338 978
	Groupe II : Dépenses de personnel	327 006	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 688	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	313 978	338 978
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	25 000	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du CCAA, géré par l'AHBL, est fixée à 313 978 euros.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N° 1228 du 14 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. n° 34 – 54035 NANCY-CEDEX géré par le CHU de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du CCAA sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	20 759	663 399
	Groupe II : Dépenses de personnel	638 569	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 071	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	663 399	663 399
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du CCAA, géré par le CHU de NANCY, est fixée à 663 399 euros. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N° 1229 du 14 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) – Unité fonctionnelle d'accueil et de traitement des toxicomanes (UFATT) – 22, bis rue de Malzéville – 54000 NANCY géré par le CHU de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du CSST, géré par le CHU, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	130 054	909 853
	Groupe II : Dépenses de personnel	761 496	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18 303	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	909 853	909 853
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du CSST, géré par le CHU de Nancy, est fixée à 909 853 euros. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/1236 du 13 novembre 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues L'Echange - situé 7 rue Lionnois à Nancy géré par l'Association AGU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD L'Echange géré par l'Association AGU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	43 062 €	138 253 €
	Groupe II : Dépenses de personnel	91 746 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	3 445 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	131 253 €	138 253 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 000	
	Groupe III : Autres produits	0 €	

Article 2- Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du CAARUD géré par l'Association AGU est fixée à 131 253 €. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

La part structurelle de la dotation globale de financement étant de 127 795 €, les forfaits mensuels seront réajustés en conséquence à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 3 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – CO n° 71 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N° 1380 du 26 Novembre 2008 fixant pour l'année 2008 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat : Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) 53, rue Carnot – 54190 VILLERUPT géré par l'association TANDEM

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du CSST, géré par l'association TANDEM, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	30 860	533 367
	Groupe II : Dépenses de personnel	442 671	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	59 836	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	524 472	533 367
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	8 895	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du CSST, géré par l'association TANDEM, est fixée à 524 472 euros.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Service Actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1425-08 du 10 décembre 2008 portant agrément n° 174 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AMBULANCES DES SALINES 16 chemin de la Basse Taye 54110 ROSIERES AUX SALINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Considérant

Que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur Yannick DA COSTA est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;

Que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;

Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

AR R E T E

Article 1 : Est agréée, à titre provisoire pour un mois, pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

Dénomination sociale : AMBULANCES DES SALINES

Forme : société à responsabilité limitée

Capital : 7 500 €

Siège social : 16 chemin de la Basse Taye
54110 ROSIERES AUX SALINES

Gérant : Monsieur Yannick DA COSTA.

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Extrait de la décision du 10 décembre 2008 prononçant une sanction pécuniaire consécutive au refus de cesser l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE EULMONT et VANDELEVILLE -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que Madame DEPRUGNEY Sylvie (Indivision DEPRUGNEY) exploite les parcelles ZA 33/40 - ZB 30/31- ZC 14/39/41- ZD 11/17/18/19/20 à Dommarie Eulmont - ZB 10/11/41 à Vandeleuille) appartenant à Madame MOINE Monique, Madame DEPRUGNEY Gilberte et les héritiers de Monsieur DEPRUGNEY André, la Commune de DOMMARIE-EULMONT, exploitation qui n'aurait pas du avoir lieu ;

Vu la mise en demeure adressée à Madame DEPRUGNEY Sylvie (Indivision DEPRUGNEY), le 26 juin 2008 ;

Considérant que Madame DEPRUGNEY Sylvie (Indivision DEPRUGNEY) n'a pas donné suite à la dite mise en demeure ;

AR R E T E

Article 1er : Une sanction pécuniaire de 305 euros par hectare exploité sans autorisation est appliquée à l'égard de Madame DEPRUGNEY Sylvie (Indivision DEPRUGNEY).

Article 2 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à Madame DEPRUGNEY Sylvie, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMMARIE EULMONT - VANDELEVILLE pour affichage.

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

*Vous disposez d'un délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer un recours devant la commission des recours (Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt 4, rue Wilson - 57046 METZ) -
Ce recours devra être accompagné de la présente décision*

Service de l' Economie Agricole et de l' Aménagement Foncier

Extrait de l'arrêté 2008/407 du 28 novembre 2008 définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : I. – Peut demander à bénéficier d'une dotation issue de la réserve au titre du programme « installation » un agriculteur qui répond aux critères d'accès définis au programme départemental précisés en annexe du présent arrêté

II. – Le montant de la dotation avant application du 6 de l'article 42 du règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 susvisé et du deuxième alinéa de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 susvisé est calculé suivant les modalités précisées en annexe I du présent arrêté.

Article 2 : I. – Peut demander à bénéficier d'une dotation issue de la réserve au titre du programme « revalorisation de DPU dont la valeur moyenne est très inférieure à la valeur moyenne départementale » un agriculteur qui répond aux critères d'accès définis au programme départemental précisés en annexe du présent arrêté

II. – Le montant de la dotation avant application du 6 de l'article 42 du règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 susvisé et du deuxième alinéa de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 susvisé est calculé suivant les modalités précisées en annexe II du présent arrêté.

Article 3 : I. – Peut demander à bénéficier d'une dotation issue de la réserve au titre du programme « compensation prélèvements multiples Safer » un agriculteur qui répond aux critères d'accès définis au programme départemental précisés en annexe du présent arrêté

II. – Le montant de la dotation avant application du 6 de l'article 42 du règlement (CE) n° 1782/2003 du 29 septembre 2003 susvisé et du deuxième alinéa de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 susvisé est calculé suivant les modalités précisées en annexe III du présent arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

ANNEXE I

à l'arrêté préfectoral définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural

Intitulé : programme « installation »
Objet : revaloriser des portefeuilles de DPU dans le cas des dossiers d'installation.
Critères d'accès : installations aidées remplissant les conditions communes aux volets national et départemental (Cf. notice nationale).
Modalités de calcul de la dotation : - calcul du montant total d'aides directes de l'exploitation en première année d'installation (valeur du portefeuille de DPU + aides couplées surfaces + aides couplées animales), - calcul de l'écart entre : la valeur moyenne départementale des aides directes (découplées et couplées) par ha de surface admissible (329 €) multipliée par la surface admissible de l'exploitation et le montant d'aides directes de l'exploitation, - la dotation est égale à l'écart plafonnée par la valeur moyenne départementale des DPU (règle nationale) - Dans le cas d'une installation en société, pour ne prendre en compte que l'associé nouvel installé, le montant de la dotation est divisé par le nombre d'associés. - Règles générales concernant le calcul : Afin d'inciter à la signature de clauses, les valeurs de DPU du cédant du foncier seront systématiquement prises en compte dans le calcul de la dotation (que les clauses aient été réalisées ou non), sauf pour les clauses objectivement impossibles pour lesquelles la dotation au titre du programme national sera déduite de la dotation calculée. Dans le cas d'une reprise d'exploitation lors de l'installation puis d'association, le calcul sera réalisé dans la situation la plus favorable (individuelle ou sociétaire) uniquement dans le cas des GAEC bénéficiant d'une transparence supplémentaire. Le plafonnement par associé dans le cas des sociétés pourra être modulable en fonction des disponibilités de la réserve. Si le total des dotations calculées est supérieur à la réserve disponible, un stabilisateur est appliqué (dotation finale = dotation calculée x disponibilités de la réserve / total des dotations calculées).
Modalités d'incorporation de la dotation : <input type="checkbox"/> couverture de toute la surface admissible (type « programme complémentaire ») <input type="checkbox"/> création de nouveaux DPU en nombre et valeur prédéfinis (type « arrachage ») <input checked="" type="checkbox"/> création de nouveaux DPU et revalorisation des DPU détenus (type « installation »)

ANNEXE II

à l'arrêté préfectoral définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural

Intitulé : programme « revalorisation de DPU dont la valeur moyenne est très inférieure à la valeur moyenne départementale ».
Objet : améliorer la viabilité économique des exploitations dont le montant d'aides directes est très inférieur à la moyenne départementale.

Critères d'accès :

- agriculteur exploitant ayant au moins une ½ SMI et affilié à l'AMEXA (pour les sociétés : ½ SMI par associé exploitant),
- montant d'aides directes (couplées et découplées) inférieur à 150 € par ha de surface admissible,

Modalités de calcul de la dotation :

revalorisation permettant d'atteindre un montant d'aides directes (couplées et découplées) de 150 € par ha de surface admissible,

plafonnement de la dotation à 1 000 € (pour les sociétés : 1 000 € par associé exploitant),

dotation plafonnée à un maximum de 100 % du montant d'aides directes avant revalorisation.

pas d'attribution si la dotation calculée est inférieure à 50 €.

Modalités d'incorporation de la dotation :

- ☐ couverture de toute la surface admissible (type « programme complémentaire »)
- ☐ création de nouveaux DPU en nombre et valeur prédéfinis (type « arrachage »)
- ☒ création de nouveaux DPU et revalorisation des DPU détenus (type « installation »)

ANNEXE III

à l'arrêté préfectoral définissant les conditions d'octroi des dotations issues de la réserve dans le département de Meurthe et Moselle établies en application de l'article 8 du décret n° 2007-1705 du 3 décembre 2007 portant application du règlement (CE) n° 1782/2003 et modifiant le code rural

Intitulé : programme « Compensation prélèvements multiples Safer »

Objet : permettre à l'attributaire définitif de DPU, succédant à un ou plusieurs occupants temporaires de terres par le biais de la Safer, de bénéficier de DPU prélevés une seule fois.

Critères d'accès :

Etre attributaire définitif, entre le 16 mai 2007 et le 15 mai 2008, de DPU ayant déjà fait l'objet d'un transfert entre le propriétaire initial et un occupant temporaire des terres sur la campagne 2007.

Modalités de calcul de la dotation :

Dotation = montant de telle sorte que les DPU transférés à l'attributaire définitif du foncier ne soient réduits par rapport à leur valeur initiale que du montant correspondant au prélèvement qu'il y aurait eu si la cession de DPU avait été faite directement, pendant la campagne 2008, entre le propriétaire initial des DPU et l'attributaire définitif.

Modalités d'incorporation de la dotation :

- ☐ couverture de toute la surface admissible (type « programme complémentaire »)
- ☐ création de nouveaux DPU en nombre et valeur prédéfinis (type « arrachage »)
- ☒ création de nouveaux DPU et revalorisation des DPU détenus (type « installation »)

Service Environnement, eau

Extrait de l'arrêté DDAF-PECHE 2008/017 réglementaire permanent du 4 décembre 2008 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Outre les dispositions directement applicables des articles R 436-3 à R 436-83, L 436-5 et L 436-12 du Code de l'Environnement, la réglementation de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée conformément aux articles suivants.

Les jours inclus dans les temps fixés par les articles 2, 3, 4 et 5 sont compris dans les périodes d'ouverture.

Certaines périodes d'ouverture ci-dessous pourront être réduites pour des raisons spécifiques par arrêté préfectoral.

I Temps et heures d'ouverture

Article 2 : Le temps d'ouverture dans les eaux de la première catégorie (rivières à salmonidés y compris ombre commun et corégones).

1 : Ouverture générale

du 2^{ème} samedi de mars au 3^{ème} dimanche de septembre.

2 : Ouvertures spécifiques

Ombre commun : du 3^{ème} samedi de mai au 3^{ème} dimanche de septembre.

Ecrevisses à pattes rouges et à pattes grêles : 10 jours à partir du 4^{ème} samedi de juillet.

Grenouilles vertes : du 15 avril au 3^{ème} dimanche de septembre.

Anguilles : la pêche de nuit est interdite. Les dates d'ouverture ont été fixées pour les trois prochaines années :

2009 : 1^{er} avril au 20 septembre

2010 : 1^{er} avril au 19 septembre

2011 : 15 avril au 15 septembre

Article 3 : Le temps d'ouverture dans les eaux de la deuxième catégorie.

1 : Ouverture générale

Pêche aux lignes : du 1er janvier au 31 décembre.

2 : Ouvertures spécifiques

Brochet et sandre : du 1er janvier au dernier dimanche de janvier ; du deuxième samedi de mai au 31 décembre.

Truites (autre que truites de mer et truite arc-en-ciel), omble ou saumon de fontaine, omble chevalier, cristivomer : du 2ème samedi de mars au 3ème dimanche de septembre.

Ombre commun : du 3ème samedi de mai au 31 décembre.

Ecrevisses à pattes rouges et à pattes grêles : 10 jours à partir du 4ème samedi de juillet.

Grenouilles vertes : du 15 avril au 1er dimanche d'octobre.

Anguilles : la pêche de nuit est interdite. Les dates d'ouverture ont été fixées pour les trois prochaines années :

2009 : 1er avril au 31 octobre

2010 : 1er avril au 30 septembre

2011 : 15 avril au 15 septembre

Article 4 : La pêche ne peut s'exercer que dans la période allant d'une demi-heure avant le lever du soleil à une demi-heure après son coucher (heure légale selon le méridien de Paris).

Article 5 : La pêche de la carpe à toute heure n'est permise pendant une période déterminée que dans les parties de cours d'eau ou les plans d'eau de 2ème catégorie désignés par le Préfet.

Article 6 : Abaissement artificiel des eaux

Il est interdit de pêcher dans les parties de cours d'eau, canaux ou plans d'eau dont le niveau est abaissé artificiellement, soit dans le but d'y opérer des curages ou travaux quelconques, soit dans le but d'y opérer des curages ou travaux quelconques, soit en raison du chômage des usines ou de la navigation, soit à la suite d'accidents survenus aux ouvrages de retenue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux cas d'abaissement laissant subsister dans un cours d'eau, un canal ou une retenue à vocation saisonnière, une hauteur d'eau ou un débit garantissant la vie et la circulation des poissons.

II Taille minimale des poissons et des écrevisses

Article 7 : Taille minimale de certaines espèces

1 : la taille minimale des truites (autres que la truite de mer) et de l'omble ou saumon de fontaine est fixée à 0,23 m dans tous les cours d'eau, canaux et plans d'eau.

Dans les eaux de la 2ème catégorie, la taille minimale de la truite arc en ciel est maintenue à 0,23 m.

2 : la taille minimale des espèces précitées ci-après est fixée ainsi :

ombre commun = 0,30 m

brochet = 0,50 m dans les eaux de la 2ème catégorie

sandre = 0,40 m dans les eaux de la 2ème catégorie

lamproie fluviatile = 0,20 m

black-bass = 0,23 m dans les eaux de 2ème catégorie

écrevisses à pattes rouges, à pattes grêles = 0,09 m.

Pour le brochet, black-bass et le sandre, la taille minimale n'est pas applicable en 1ère catégorie.

3 : la longueur des poissons est mesurée du bout du museau à l'extrémité de la queue déployée ; celle des écrevisses, de la pointe de la tête, pincettes et antennes non comprises, à l'extrémité de la queue déployée.

III Nombre de captures autorisées

Article 8 : Le nombre maximal de captures de salmonidés, y compris ombre commun et corégones, autres que le saumon et la truite de mer, autorisé par pêcheur et par jour est fixé à 6, afin de protéger ces espèces vis-à-vis d'un effort de pêche excessif.

IV Procédés et modes de pêche autorisés

Article 9 : 1 : dans les eaux de 1ère catégorie, 1 seule ligne, montée sur canne munie de 2 hameçons ou de trois mouches artificielles. au plus, est autorisée par membre d'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Dans les plans d'eau de 1ère catégorie, l'emploi des asticots comme appâts, sans amorçage, est autorisé.

2 : dans les eaux de 2ème catégorie, le nombre de lignes autorisées par membre d'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique est limité à 4 (ligne montée sur canne munie de 2 hameçons ou de 3 mouches artificielles au plus). Elles doivent être disposées à proximité du pêcheur. L'utilisation de 6 balances au plus par pêcheur (de diamètre ou diagonale inférieur ou égal à 0,30 m) pour la pêche aux écrevisses est autorisée.

3 : dans les cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie, la carafe en verre ou la bouteille pour la pêche au vairon et autres poissons servant d'amorces, est autorisée, au nombre de 1 par pêcheur. Leur contenance maximale est de 2 litres.

4 : dans les plans d'eau de 2ème catégorie, l'emploi d'un seul fagot à écrevisses pour la pêche à l'écrevisse appartenant aux autres espèces que celles mentionnées à l'article 7 est autorisé.

5 : pour la pêche à la ligne du goujon uniquement, le pilonnage effectué par le pêcheur lui-même est autorisé.

V Procédés et modes de pêche

Article 10 : 1 : tout procédé et mode de pêche non visé à l'article 9 du présent arrêté est interdit.

2 : il est interdit de pêcher à la main ou sous la glace ou en troublant l'eau ou en fouillant sous les racines et autres retraites fréquentées par le poisson.

3 : il ne peut être fait usage d'engins destinés à accrocher le poisson autrement que par la bouche. Pour retirer le poisson déjà ferré, l'emploi de l'épuisette et de la gaffe est autorisé.

4 : il est interdit d'utiliser comme appât ou comme amorce les oeufs de poisson, naturels, frais ou de conserve ou mélangés à une composition d'appâts ou artificiels.

5 : il est interdit d'appâter les hameçons et tous autres engins avec les poissons appartenant aux espèces dont la taille minimale a été fixée par le présent arrêté.

6 : dans les eaux de 1ère catégorie, il est interdit d'utiliser comme appâts et amorces les asticots et autres larves de diptères, en dehors de s conditions fixées à l'article 9-1 du présent arrêté.

7 : dans les eaux de 2ème catégorie, pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche au brochet, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel et aux leurres susceptibles de capturer ce poisson de manière non accidentelle, est interdite.

VI Réserves de pêche

Article 11 : Toute pêche est interdite dans les parties de cours d'eau, canaux et plans d'eau où sont instituées des réserves de pêche sur les eaux du domaine public et non domaniales.

VII Lac de Vieux-Pré ou Pierre-Percée

Article 12 : La pêche du Lac de Vieux-Pré ou Pierre-Percée classé lac de montagne (arrêté du 5 mai 1986 modifié le 24 novembre 1987) est réglementée par arrêté préfectoral distinct.

Article 13 : L'arrêté réglementaire permanent du 27 novembre 2002 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 14 : le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

le chef du service de la navigation du nord-est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Article 15: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté DDAF-PECHE 2008/016 du 10 décembre 2008 définissant l'avis annuel fixant les périodes d'ouvertures de la pêche en eau douce en 2008 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Dispositions du titre III - livre IV du code de l'environnement et notamment de l'article L. 436-5 réglementant la pêche en eau douce et de l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

La pêche est autorisée dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses, les grenouilles et toutes les espèces de poissons, durant les périodes d'ouverture générale ci-après :

Eaux de première catégorie : du 14 mars au 20 septembre 2009

Eaux de deuxième catégorie : du 1er janvier au 31 décembre 2009 pour la pêche aux lignes.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est interdite en dehors des temps d'ouverture ci-après :

ESPECES	EAUX de 1ère CATEGORIE	EAUX de 2ème CATEGORIE
TRUITE ARC-EN-CIEL	du 14 mars au 20 septembre	du 1er janvier au 31 décembre
SAUMON DE FONTAINE	du 14 mars au 20 septembre	du 14 mars au 20 septembre
TRUITE FARIO	du 14 mars au 20 septembre	du 14 mars au 20 septembre
OMBRE COMMUN	du 16 mai au 20 septembre	du 16 mai au 31 décembre
BROCHET	du 14 mars au 20 septembre	du 1er janvier au 25 janvier
SANDRE	du 14 mars au 20 septembre	et du 09 mai au 31 décembre
ECREVISSES à pattes rouges, à pattes grêles	du 25 juillet au 03 août	du 25 juillet au 03 août
GRENOUILLES vertes	du 15 avril au 20 septembre	du 15 avril au 04 octobre
ANGUILLES	du 1er avril au 20 septembre	du 1er avril au 31 octobre
Toutes espèces de poissons non mentionnées ci-dessus	du 14 mars au 20 septembre	du 1er janvier au 31 décembre

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche dans le lac de Pierre Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe de nuit est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

NOTA:

- le nombre de prises de salmonidés est limité à 6 par pêcheur et par jour.

- la taille minimale de capture des salmonidés est fixée à 0,23 m sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à 0,20 m.

- la taille minimale de l'ombre est fixée à 0,30 m.

- la taille minimale du brochet est fixée à 0,50 m dans les eaux de la 2ème catégorie.

- la taille minimale du sandre est fixée à 0,40 m dans les eaux de la 2ème catégorie.

GRENOUILLES : La mutilation, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non de la grenouille verte, qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période dans les conditions déterminées par les articles L 411-1 à 4 et R.*411-1 à 5 du code de l'environnement et l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 pris pour l'application du Livre IV, Titre 1er (protection de la faune et de la flore) du même code. La destruction ou l'enlèvement d'œufs, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation des spécimens des autres espèces de grenouilles est totalement interdite, ainsi que le transport, le colportage, l'utilisation la mise en vente, la vente et l'achat des spécimens vivants ou morts.

ANGUILLES : la pêche de nuit est interdite.

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Extrait d'une décision 17 Novembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE :

Article 1er : L'EURL SAUVOY RESTAURATION – 17 route de Metz – 54320 MAXEVILLE SIRET 541 280 341 000 code ape 553 B est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 17 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait d'une décision 17 Novembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'Association ALTURAS – 2 rue de Nantes – 54250 CHAMPIGNEULLES.SIRET 400 431 524 000 26 code ape 853 K est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 17 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'association PROPERGOL – 34 avenue du XXème Corps – 54000 NANCY - SIRET 438 397 887 000 11 code ape 900 Z. est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter du 02 décembre 2008.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant renouvellement d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : NEO PLUS – Zac Champ le Cerf – 240 rue Marcellin Berthelot – 54230 NEUVES MAISONS SIRET 388 656 134 000 29 code ape 8130Z. est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 08 avril 2008.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'Union régionale des Associations de Parents d'Enfants Déficlients Auditifs – URAPEDA 29 rue Guilbert de Pixerecourt – 54000 NANCY.SIRET 379 064 637 000 34 code ape 913 E est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter du 07 octobre 2008.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L' Association pour la Recherche et les Etudes dans les Maladies Infantiles Graves –AREMIG- 8 rue du Morvan – BP 25 – 54500 VANDOEUVRE SIRET 331 300 665 000 14 code ape 9499 Z. est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la

Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait d'une décision 10 Décembre 2008 portant agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1^{er} : SC 2 R -SCOP – 84 rue Gabriel Péri – 54110 DOMBASLE/MEURTHE – SIRET 483 265 575 000 17 code ape 4120 B est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail. Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter du 30 novembre 2008.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 10 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Extrait de l'arrêté préfectoral 08.DDSV.133 du 1^{er} décembre 2008 relatif à la mise en place de mesures de surveillance sérologique renforcée dans les cheptels bovins à vis de la fièvre catarrhale ovine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant les instructions du ministre chargé de l'agriculture relatives à la mise en place d'une surveillance sérologique renforcée ;

ARRETE

Article 1 : Une surveillance sérologique renforcée de la fièvre catarrhale ovine est mise en œuvre dans quarante troupeaux de bovins, appelés cheptels sentinelles, sélectionnés aléatoirement et répartis dans l'ensemble du département. Les exploitations sentinelles sont :

Élevage	Commune	Numéro EDE
ANTOINE CHRISTOPHE	54930 ST-FIRMIN	54.473.308
BARBELIN XAVIER	54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	54.079.301
BICHET JEAN PIERRE	54740 BRALLEVILLE	54.094.305
COLLIN JACQUES	54260 GRAND-FAILLY	54.236.103
DEBARD CHRISTINE	54330 VRONCOURT	54.592.303
DEDENON JEAN LUC	54450 AUTREPIERRE	54.030.214
EARL DE CHENAL	54120 HABLAINVILLE	54.243.210
EARL DE GELONVAUX	54115 GEMONVILLE	54.220.404
EARL DE LA CRAMELLE	54700 STE-GENEVIEVE	54.474.306
EARL DE LA FEUILLEE	54115 LALOEUF	54.291.312
EARL DES PUIITS	54370 HOEVILLE	54.262.205
EARL SAINT SYLVAIN	54890 CHAMBLEY-BUSSIERES	54.112.108
Élevage	Commune	Numéro EDE
FERCOT BERNARD	54470 BEAUMONT	54.343.414
FRIANG FABIEN	54450 VERDENAL	54.562.222
GAEC DE DIFONTAINE	54380 MILLERY	54.369.302
GAEC DE DOMBASLE	54700 PORT-SUR-SEILLE	54.433.301
GAEC DE LA COUR	54830 MORIVILLER	54.386.203
GAEC DE LA CRUSNES	54620 PIERREPONT	54.428.104
GAEC DE LA DIGUE	54560 ANDERNY	54.015.103
GAEC DE LA VOISE	54450 GOGNEY	54.230.201
GAEC DES MURIERS	54450 IGNEY	54.271.210
GAEC DES QUATRE VENTS	54620 BEUVEILLE	54.067.103
GAEC DU CHAUFFOUR	54120 FLIN	54.199.218
GAEC DU SAVIGNON	54610 THEZEY-ST-MARTIN	54.517.301
GALAT DANIEL	54290 FROVILLE	54.216.208
GEORGE PASCAL	54830 REMENOVILLE	54.455.217
HAMEL MICHEL	54290 CLAYEURES	54.130.208
KAISER PIERRE	54510 ART-SUR-MEURTHE	54.025.312
LEGRAND ROBERT	54400 COSNES-ET-ROMAIN	54.138.106

MAGNIN ERIC	54760 FAULX	54.188.303
MAIRESSE YVES	54930 HOUSSEVILLE	54.268.313
MOUZON CHRISTOPHE	54610 EPLY	54.179.309
MUTELET MARIE-THERESE	54620 VILLE-AU-MONTOIS	54.568.106
NIGON JOEL	54200 SANZEY	54.492.420
PAQUIN JEAN	54490 MURVILLE	54.394.107
REVEILLE JEAN LOUIS	54290 VELLE-SUR-MOSELLE	54.559.204
SARL SOLOVIA	54370 EINVILLE-AU-JARD	54.350.229
SCEA DU VARTELLIER	54260 ALLONDRELLE LA MALMAISON	54.011.112
SCEA JPB AVENIR	54370 LANEUVEVILLE-AUX-BOIS	54.297.217
SCLE DE NOERS	54260 LONGUYON	54.322.111

Article 2 : Les cheptels sentinelles font l'objet des mesures suivantes :

- Sélection d'un animal parmi ceux présents depuis au moins 12 mois ;
- Réalisation par le vétérinaire sanitaire de l'élevage, sur instruction du directeur départemental des services vétérinaires, d'un prélèvement sanguin (tube EDTA) sur chaque animal ;
- Réalisation du dépistage de la fièvre catarrhale ovine par méthode RT-PCR au laboratoire vétérinaire et alimentaire départemental de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, de Lunéville et de Toul, le directeur départemental des services vétérinaires, le commandant du groupement de gendarmerie et le directeur départemental de la sécurité publique, Messieurs les vétérinaires sanitaires des élevages sélectionnés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1^{er} décembre 2008

Pour le Préfet, par délégation
Pour Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires
Le chef de service santé et protection animale
Dr Yves LAMBERT
Inspecteur de Santé Publique Vétérinaire

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de la notification soit par recours gracieux auprès du Directeur Départemental des Services Vétérinaires, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Extrait de l'arrêté n°08.DDSV.135 du 8 décembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Charles GOUZIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à
Charles GOUZIN,
Docteur Vétérinaire
62Bis, rue Principale
57810 BOURDONNAY

Article 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 8 décembre 2008

Pour le Préfet, par délégation
Pour Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n°08.DDSV.136 du 8 décembre 2008 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Julian LHUILLIER

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à
Julian LHUILLIER,
Docteur Vétérinaire
9, rue de la Féculerie
54120 BERTRICHAMPS

Article 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 8 décembre 2008

Pour le Préfet, par délégation
Pour Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires
Dr Yves LAMBERT

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Extrait de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 concernant l'agrément des associations sportives de Meurthe et Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1876	CIRCUIT DE LORRAINE Mairie 54150 BRIEY	CYCLISME
54 S 1877	CHARLY BOXING THAI PONT A MOUSSON 58, rue de Nomeny 54700 ATTON	FULL CONTACT ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1878	ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DES SENTIERS DES DEUILLES Mairie 54200 BICQUELEY	RANDONNEE PEDESTRE
54 S 1879	CHANTEHEUX KARATE DO 1, rue du Maréchal Foch 54300 LUNEVILLE	KARATE
54 S 1880	OFFICE DES SPORTS DE LUNEVILLE Complexe Charles Berte 14, avenue Caumont la Force 54300 LUNEVILLE	FEDERATION NATIONALE DES OFFICES MUNICIPAUX DU SPORTS
54 S 1881	VARAN-AIKIDO 1, rue de Lorient 54180 HEILLECOURT	AÏKIDO AAA

Article 2 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

EXTENSION D'AGREMENT 54 S 305 du 20 mai 1980	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE SAULXURES LES NANCY Mairie 54420 SAULXURES LES NANCY	KARATE
54 S 1666 du 19 février 2001	ASSOCIATION SPORTIVE ELECTRO-GAZ NANCY-BLENOD 36, boulevard du 26 ^e Régiment d'Infanterie 54000 NANCY	SQUASH
54 S 1735 du 23 janvier 2004	NANCY SPORTS DE COMBAT 42, rue de Phalsbourg 54000 NANCY	TAEKWONDO
54 S 809 du 05 octobre 1984	JUDO CLUB THILLOIS B.P. 3 – Impasse Jean Jaurès	FFEPGV

Article 3 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

MODIFICATION D'AGREMENT 54 S 1584 du 15 mars 1999	ASSOCIATION BOWLING CLUB LORRAINE BATILLY ASSOCIATION BOWLING CLUB LORRAINE PONT A MOUSSON (A.B.C.L. PONT A MOUSSON) 5, Impasse du Queniot 54980 BATILLY	BOWLING
nouveau titre 54 S 1182 du 20 octobre 1989	CLUB DE BOXE FRANCAISE SAVATE HOMECOURT-JOEUF CLUB DE BOXE FRANCAISE-SAVATE DE JOEUF Salle de la Piscine Rue du Stade 54240 JOEUF	BOXE FRANCAISE
nouveau titre 54 S 561 du 12 janvier 1982	HORIZON 2000 NOMENY JUDO JUDO CLUB DE NOMENY 45, rue du Vivier 54610 ROUVES	JUDO

54 S 1455 du 16 mai 1995	ASSOCIATION DES COUREURS DE GONDREVILLE ET DE VELAIN EN HAYE Mairie de Gondreville 54840 GONDREVILLE	
Ancienne affiliation : UFOLEP 54 S 331 du 10 juin 1980	nouvelle affiliation : LUNEVILLE KARATE CLUB 19, rue Lemire 54300 LUNEVILLE	ATHLETISME

Ancienne affiliation : F.F. Sport Travailiste nouvelle affiliation : F.S.C.F.

Article 4 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

RETRAIT D'AGREMENTS

(Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération)

54 S 1736 du 23 janvier 2004	COMITE RALLYE A.I.T. 54
------------------------------	-------------------------

54 S 1863 du 14 septembre 2007

Maison des Clubs
Place du 8 mai 1945
54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON
TENNIS DE TABLE DU TOULOIS
Vert Village
220, rue Rouge Poirier
54200 TOUL

CYCLOTOURISME

TENNIS DE TABLE

Article 5 : Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 28 novembre 2008

Pour le Préfet, par délégation
Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports
Bernard FUSS

Extrait de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2008 accordant l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 25 novembre 2008 :

Liste des Les associations de Meurthe-et-Moselle

- | | |
|--|------------|
| - Proj(ect)
17 bis rue de mon désert
54000 Nancy | n° 54-2449 |
| - Association des artistes lorrains
101 avenue de Strasbourg
54000 Nancy | n° 54-2450 |
| - L'étoile et la lanterne
5 rue des Etats
54000 Nancy | n° 54-2451 |
| - Accordéon club lorrain
9 rue Georges Clémenceau
mairie
54310 Homécourt | n° 54-2452 |
| - Terre de plumes
1 rue Joffre
54480 Cirey-sur-Vezouze | n° 54-2453 |
| - Balle et arts
64 rue de Viller
54300 Lunéville | n° 54-2454 |
| - Maison pour tous de Merviller
mairie
14 rue de Montigny
54120 Merviller | n° 54-2455 |
| - Association départementale des FRANCAS de Meurthe-et-Moselle
58 bis rue de la Commanderie
BP 69
54000 Nancy | n° 54-2456 |
| - Quel que soit le temps
33 rue des brasseries
Site des caves
MJC de Maxéville
54320 Maxéville | n° 54-2457 |

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

Extrait de l'arrêté de conservation cadastrale du 5 décembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Les opérations de conservation cadastrale, concourant à la mise à jour des bases des impôts directs locaux, des diverses taxes assimilées et à l'actualisation du plan cadastral, seront effectuées dans l'ensemble des communes du département pour la période du 01/01 au 31/12/2009. La programmation, l'exécution et le contrôle des opérations de conservation cadastrale seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Les périodes d'intervention en commune et l'identité des agents chargés des travaux, seront portées à la connaissance préalable du Maire au moins 15 jours avant la date des opérations.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie au moins 10 jours avant le début des travaux pour information des administrés.

Article 4 : Les agents chargés des opérations de conservation cadastrale, dûment accrédités, peuvent être amenés à réaliser, dans le respect des dispositions légales, des travaux topographiques dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire des communes du département. Ces agents devront être porteurs d'une ampliation du présent arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur des Services Fiscaux et les Maires du département sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Délégation de signature du 5 décembre 2008

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 5 décembre 2008, les personnes suivantes :

I – Délégations générales

M. Jean Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Jean Marie ZIMMERMANN, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Marc DERHAN,	Trésorier principal, fondé de pouvoir assistant
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
M. Cyril COCHARD	Inspecteur principal auditeur
M. Pierre VUAGNOUX	Trésorier principal
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur-percepteur, Contrôleur de gestion
Mme Françoise TONIN,	Receveur-Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur-Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef de division

II – Délégations spéciales

Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

– Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
Madame Angélique MARTIN	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

– Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes

– Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

Mme Isabelle VICHARD,	Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
M. Thierry LUSQUE,	Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

M. Michel ROUSSEAU,	Receveur – Percepteur, Chef de division
Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Cellule immobilière SIP (Services Impôts des Particuliers)

Procuration spéciale est donnée à :

M. Laurent RIGOLEAU Inspecteur du Trésor public, pour :

- Engager en mon nom et à hauteur de 10 000€ (jusqu'à la fin de l'année 2008) les commandes relatives à la création des SIP.
- Signer les bons de livraison et réceptionner les commandes ou colis relatifs à la création des SIP.
- Apposer la mention «service fait » sur les factures concernant les commandes relatives à la création des SIP.

Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK,	Inspecteur, chef du service Budget logistique
Melle France BERNIZ,	Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
Melle Nicole SIMONI	Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense
Mme Dominique CRABOUILLET,	Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines
Mme Isabelle VICHARD	Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
Mme Angélique MARTIN,	Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL..
M. Julien PEYRISSAGUET,	Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage
Mme Bénédicte OLLIER,	Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage
M. Stéphane LAMBERT,	Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique
Mme Odile GAMBETTE,	Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques
Mme Claire BERTRAND,	Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes
Mme Sophie CHEVALIER,	Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat

M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle
 M. Thierry LUSQUE Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
 M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur

Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur

Mme Agnès PREBAY, Contrôleur

M. Lionel POLLET Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :

M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal

Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal

Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal

Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

Mme Claire BERTRAND, Chef du service

Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division

M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant

Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :

Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public

M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs :

Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal

Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal

Mme Aline CHEF Adjoint technique du Trésor public

M. Jean OILLET Agent d'administration

Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

Mme Martine HOUSTLER Contrôleur

Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

M. Fabrice JACQUINET Agent d'administration principal

Mme Annick HALLER Agent d'administration principal

Mme Monique GERA Agent d'administration principal

Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

M. Bertrand FLOC'H Contrôleur

Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur principal

Mme Martine FROST, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

M. Bernard LAROSE, Contrôleur

Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal

Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :
Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur
M. Philippe WINTZER, Inspecteur
Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à
Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
Mademoiselle Evelyne CANTENER, Contrôleur
Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur
Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :
M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal
Fonctionnement du service Redevance
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :
Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal
Fonctionnement du service France Domaine

Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7);

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er}. – M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

- Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Art. 1^{er}. – Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 25 novembre 2008.

Nancy, le 5 décembre 2008

Christian BRUNET

Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Extrait de la décision 24 novembre 2008 fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé

Le Président de Voies navigables de France,

DECIDE

Article 1^{er} : Le montant des redevances domaniales applicables à compter du 1^{er} janvier 2009 aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé est fixé selon le barème * joint à la présente décision.

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés par l'application de ces redevances et au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

* Le barème est consultable en nos bureaux ou sur le site internet : www.vnf.fr

Béthune, le 24 novembre 2008

Pour le président et par délégation,
Le directeur général

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE

Arrêté du 9 décembre 2008 portant délégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes et pour l'engagement et la liquidation des dépenses

Le Directeur Général,

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

ARRETE

Article 1^{er} : Donne délégation générale à M. Eric ZURCHER, Directeur adjoint, pour signer aux nom et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à M. Eric ZURCHER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au Comptable de l'établissement.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric ZURCHER pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par M. Pascal TAFFUT, Directeur Adjoint et par Mme Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, dans le cadre de la délégation générale de signature dont elle bénéficie.

Article 3 : La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures (à l'exception des dépenses de Titre 1 qui restent de la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines et de la Direction des Affaires Médicales), et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation se substitue à la délégation du 2 mai 2008.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 décembre 2008

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

Arrêté du 9 décembre 2008 portant délégation de signature à Mme Geneviève LEFEBVRE pour les pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement

Le Directeur Général,

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

ARRETE

Article 1^{er} : Donne délégation principale à Mme Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement, Et donne délégation secondaire à M. Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint, pour signer en ses nom et place, en cas d'empêchement de Mme Geneviève LEFEBVRE, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 décembre 2008

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

Arrêté du 9 décembre 2008 portant délégation de signature à Mme Geneviève LEFEBVRE en matière de gestion du personnel

Le Directeur Général,

Vu l'Article D6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

ARRETE

Article 1 : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur Gérard STARK, Directeur adjoint, Directeur des Ressources Humaines, Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint et à Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité, contrat emploi jeune, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement à l'emploi ou contrat avenir.

Article 3 : En l'absence de Monsieur STARK Gérard, de Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie et de Madame RUTHMANN Rachel, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGÉ Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CŒUR Jean-Jacques
- Monsieur GROSSE Frédéric
- Madame RUTHMANN Rachel
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie
- Monsieur MASSARD Stéphane
- Monsieur STARK Gérard
- Monsieur VIRION Jean-Marc

- Monsieur WERNERT Philippe
- Monsieur TAFFUT Pascal
- Monsieur REMY Patrick
- Monsieur DEUTSCHER Jean-Louis
- Madame CAPPELLI Dominique
- Monsieur SAJUS Jean-Philippe
- Monsieur ZURCHER Eric

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Monsieur THOMAS Gérard
- Monsieur POLEGATO Gérard
- Monsieur VIAUX Alain
- Madame CORBIAT Anne

c) pour les personnels des écoles qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école suivants :

- Madame PIERSON Véronique
- Madame GERAULD Geneviève
- Monsieur PUGIN Jean-Maurice
- Madame SCHONS Marie-Christine
- Madame PIERROT Monique
- Madame PERRIN Sylvia

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, à l'ingénieur responsable de la logistique et aux ingénieurs de site suivants :

- Monsieur MAUGET Etienne
- Monsieur MILLARD Jean-François
- Monsieur MENIGOT Gauthier

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur STARK Gérard pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : Donne délégation à Madame ABEL Françoise, Madame Claudie BOUYSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Monsieur ROESCH Charles, Monsieur Géraud UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers et à Monsieur Patrick ALBERT, Adjoint des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame ABEL Françoise pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Article 7 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.), sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.), sous contrat d'Adaptation à l'Emploi, sous contrat Avenir ou sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie, Directeur Adjoint et Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de ces dernières à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, titulaire de la délégation générale de signature.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 décembre 2008

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de arrêté préfectoral n° 23005 en date du 3 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VRONCOURT

Par arrêté préfectoral n° 23005 en date du 3 décembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA mairie rue St Joseph, sur la commune de VRONCOURT.

AUTRES SERVICES

UNIVERSITE HENRI POINCARÉ-UNIVERSITE DE NANCY II-INPL

Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2008, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type.(cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2008
Patrimoine, logistique, prévention et restauration	Opérateur logistique	Institut National Polytechnique de Lorraine	1
Patrimoine, logistique, prévention et restauration	Opérateur de maintenance	Université Nancy II	1
Patrimoine, logistique, prévention et restauration	Opérateur logistique	Université Henri Poincaré, Nancy I	7
Sciences de l'Ingénieur et instrumentation scientifique	Adjoint en instrumentation scientifique, expérimentation et mesure	Université Henri Poincaré, Nancy I	1
Gestion et Pilotage	Adjoint en gestion administrative	Université Henri Poincaré, Nancy I	2

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Institut National Polytechnique de Lorraine	Service de Gestion des Ressources Humaines 2 Avenue de la Forêt de Haye 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	03.83.59.59.10 03.83.59.59.58	03.83.59.59.55
Université Henri Poincaré, NANCY I	Service de la Formation Continue des Personnels et Concours Bureau des Concours. 24/30 rue Lionnois BP 60120 54 003 NANCY Cedex	03.83.68.20.55 03.83.68.52.99	03.83.68.21.00
Université NANCY II	Direction des Ressources Humaines Pôle Concours Formation Continue Bureau 013- 25 rue Baron Louis BP 454 54 001 NANCY Cedex	03.83.34.45.83 03.83.34.46.66	03.83.30.05.65

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour le retrait des dossiers de candidature, et tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement. Si des postes de diverses universités intéressent les candidats, ils sont priés d'adresser un dossier par établissement.

Références : JORF n°0273 du 23 novembre 2008

UNIVERSITE NANCY II

Avis de recrutement sans concours de magasiniers des bibliothèques de 2^{ème} classe session 2008

Vu l'arrêté du 13 novembre 2008 publié au journal officiel n°273 du 23 novembre 2008, un recrutement sans concours de magasiniers des bibliothèques 2^{ème} classe est organisé à l'Université Nancy 2 au titre de l'année 2008.

Nombre de poste à pourvoir	1
----------------------------	---

Les inscriptions sont ouvertes du 15 décembre 2008 au 06 Janvier 2009.

Conditions à remplir

Pour être autorisés à concourir :

- Les candidats doivent remplir les conditions générales fixées par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires (nationalité française ou être ressortissant d'un autre Etat membre de la communauté européenne ou partie à l'espace économique européen, droits civiques, casier judiciaire vierge, position régulière au regard du service national, aptitude physique).
- Les candidats doivent être diplômés au minimum d'un BEPC, au maximum d'un Baccalauréat. Une expérience professionnelle en bibliothèques est également souhaitée.

Modalités d'inscription

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que, le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils seront adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université NANCY2	Service Commun de Documentation Madame Annie KAMMERER 46 Avenue de la Libération BP 33408 54015 NANCY CEDEX	03 54 50 37 00	

Modalités de recrutement

L'Université Nancy 2 arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus. Elle établit, par ordre d'aptitude, une liste des candidats retenus.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 06 janvier 2009.

Les candidats admissibles seront convoqués par lettre recommandée pour être auditionnés, le recrutement étant prévu le 01/02/2009.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser au service de l'Université Nancy 2 mentionné ci-dessus.

Références : JORF n°0273 du 23 novembre 2008

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Extrait de la décision n°08-14 du 4 septembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel relatif au téléversement par Internet pour les employeurs qui le souhaitent

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,

D E C I D E

Article 1^{er}: Les organismes de mutualité sociale agricole veulent poursuivre la simplification des démarches administratives auxquels sont soumis les employeurs de main d'œuvre adhérents au régime agricole en ajoutant aux déclarations déjà dématérialisées, la possibilité d'effectuer un téléversement par Internet des dettes identifiées (télé déclarations notamment) et de gérer les comptes de téléversement.

Contrairement au prélèvement qui relève d'un accord tacite sur le montant débité, le téléversement nécessite un accord explicite, donné au coup par coup par le débiteur via Internet (net-entreprises.fr).

Dès lors qu'elle a recueilli une adhésion au téléversement signée par le débiteur, la caisse de MSA peut procéder au recouvrement d'une créance identifiée, pour laquelle un ordre de paiement a été donné.

Article 2 : Les informations concernées par ce traitement sont :

- L'identification de l'entreprise (raison sociale, adresse, SIRET etc)
- Les coordonnées des comptes de téléversement (désignation du titulaire du compte à débiter, compte à débiter, nom et adresse postale de l'établissement teneur du compte à débiter, etc)
- Les données concernant les téléversements effectués par l'employeur de main d'œuvre (identification de la dette, compte sélectionné et montant du téléversement).

Article 3 : Les destinataires de ces informations sont les caisses de Mutualité Sociale Agricole ainsi que les employeurs qui peuvent accéder à leur certificat d'ordre de paiement.

Article 4: Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant sur place, par courrier ou par mail (contact mail sur le site Internet directement) auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Article 5: Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnolet, le 4 septembre 2008

Le correspondant à la protection
des données à caractère social,
Christian FER

Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne. Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès de la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE. »
Vandoeuvre-lès-Nancy, le 27 Novembre 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Extrait de la décision n° CIL 08-19 du 14 novembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant le Plan Institutionnel Bucco-Dentaire Global

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,

D E C I D E

Article 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole, un traitement automatisé de données à caractère personnel permettant la gestion d'actions de prévention bucco-dentaire pour les ressortissants du régime agricole. Ces actions permettent d'assurer une éducation en santé bucco-dentaire ainsi que la prise en charge par la MSA d'un examen chez un chirurgien-dentiste ou un médecin stomatologiste libéral ou salarié. La Caisse Centrale assure par ailleurs, l'évaluation de ces actions à partir de données anonymisées, à l'exception de l'étude « Observation de la santé bucco-dentaire chez les adultes » pour laquelle la CCMSA a délégué l'exploitation statistique des données anonymisées au CETAF afin de permettre une comparaison inter régimes.

Article 2 : Les informations à caractère personnel visées par la présente action sont les suivantes :

1/ Les informations permettant de sélectionner les bénéficiaires :

assuré : nom prénom, adresse, matricule, numéro invariant ;

bénéficiaire : nom, prénom, matricule, numéro invariant, date de naissance, sexe.

2/ les informations issues des fiches d'examen et des questionnaires :

profession de l'assuré ou du bénéficiaire (exploitant agricole...) ; nom, prénom, matricule, adresse de l'assuré et/ou du bénéficiaire ; date de naissance du bénéficiaire ; date d'examen (schémas dentaire : dent cariée, absente, obturée, saine, dent remplacée par une prothèse fixe, un inter de bridge, un implant) ; motivation (surveillance antérieure, brossage des dents, prise de fluor pour les enfants...) ; diagnostic (radiographies, scellement ou non, besoins en soins en informations...) ; indicateurs sociodémographiques et mode de vie (tabac, alcool, précarité...) ; indicateurs de santé générale (glycémie, cholestérol, pression artérielle, pathologie ayant une incidence sur la santé bucco-dentaire...), adresse de la Caisse de MSA, nom et numéro de praticien.

3/ les informations issues des requêtes réalisées par les caisses de MSA, permettant un suivi bucco-dentaire : type de soins dentaire, n° de dent

Article 3 : Les destinataires des informations sont :

- le chirurgien-dentiste ou le médecin stomatologiste qu'il soit libéral ou salarié ; et le laboratoire d'analyses de biologie médicale,
- le chirurgien-dentiste conseil, l'agent comptable et le service administratif (règlements d'honoraires) de la caisse de MSA,
- les référents régionaux médico-administratifs de la MSA chargés de valider les données anonymisées, et de les transmettre par région à la CCMSA,
- les services chargés de la prévention bucco-dentaire et de son évaluation de la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (données anonymisées),
- un autre organisme d'assurance maladie (CPAM, CMR etc.) ou le CETAF (données anonymisées).

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au Directeur (pour les données administratives) et/ou au service du contrôle médical (pour les données de santé) de la Caisse de Mutualité sociale Agricole dont l'intéressé relève. Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des Caisses départementales et pluri-départementales de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnolet, le 14 novembre 2008

Le correspondant à la protection
des données à caractère social,
Christian FER

Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité de Mr Jean-Marie GERARD, Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 5 Décembre 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

